



PANORAMA DE PRESSE

12/11/2018 12h21

Revue de presse année 2017-2018

SOMMAIRE

100 000 ENTREPRENEURS

(40 articles)

-  **Quand elles se prennent en main** (1964 mots)
Le 12 septembre Marlène Schiappa, la secrétaire d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes, a convoqué à une séance ... Page 8
jeudi 28 septembre au
mercredi 4 octobre
2017
-  **« L'innovation sociale est indispensable »** (1128 mots)
Marie-Claire Capobianco, la directrice des réseaux France et membre du comité exécutif de BNP Paribas et Philippe Va... Page 12
lundi 16 octobre 2017
-  **Jean-Marc Mormeck à la rencontre des jeunes** (227 mots)
Un échange tout en simplicité avec les jeunes Vaudais. Jean-Marc Mormeck, ancien champion du monde de boxe et maintenant délégué interministériel pour l'ég... Page 14
samedi 21 octobre
2017
-  **« Ultramarins et jeunes des quartiers concentrent les mêmes difficultés »** (380 mots)
drancy Par Ivan Capecchi Jean-Marc-Mormeck, délégué interministériel pour l'égalité des cha... Page 15
mercredi 1^{er} novembre
2017
-  **Auchan forme et embauche ses apprentis** (476 mots)
En Seine-et-Marne de nombreuses entreprises spécialisées dans les métiers de bouche cherchent des apprentis. Il en est de même pour... Page 16
lundi 6 au dimanche 12
novembre 2017
-  **26 ÉTABLISSEMENTS PARTICIPENT À LA SEMAINE ÉCOLE-ENTREPRISE** (556 mots)
La 18e édition de la semaine école-entreprise, pilotée par l'Éducation nationale et le Medef Seine-et-Marne, se tien... Page 17
dimanche 29 octobre
au samedi 4 novembre
2017
-  **Les volontaires de l'Epide et Mormeck, même combat** (445 mots)
Lorsque le sextuple champion du Monde de boxe, Jean-Marc Mormeck évoque Marseille face aux volontaires de l'Epide (15e), il... Page 18
jeudi 16 novembre
2017
-  **Jean-Marc Mormeck au collègue** (379 mots)
" L'école, c'est une assurance. " Quand c'est un double champion du monde de boxe qui le dit, on a tendance à le croire. Pa... Page 19
samedi 9 décembre
2017



mercredi 13 décembre
2017

Éducation Le boxeur Jean-Marc Mormeck donne une leçon de vie à Cholet (301 mots)

Page 20

Jean-Marc Mormeck, 45 ans, a raccroché ses gants de boxe il y a trois ans après une carrière bien remplie. Quarante-neuf co...



jeudi 14 décembre
2017

« Je voulais être un héros » (816 mots)

Page 21

Le champion du monde de boxe Jean-Marc Mormeck est venu à la rencontre des troisièmes du collège Du-Bellay, mardi. Il leur ...



jeudi 14 décembre
2017 08:30

Cholet. Jean-Marc Mormeck: « Je voulais être un héros »

(199 mots)

Page 23

Cholet. Jean-Marc Mormeck: « Je voulais être un héros » Jean-Marc Mormeck, 45 ans, a troqué ses gants de boxe ...



jeudi 14 au mercredi 20
décembre 2017

8 L'esprit d'entreprendre selon Jean-Marc Mormeck (531 mots)

Page 24

Pour Jean-Marc Mormeck, la réussite est indissociable du travail ...



lundi 18 décembre
2017

L'emploi des jeunes, la grande priorité de Muriel Pénicaud

(449 mots)

Page 25

Arrivée hier en fin d'après-midi, en provenance de la Guadeloupe, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, repartira ce...



mardi 16 janvier 2018
10:04

Jean-Marc Mormeck : « Il faut vivre ses rêves et pas rêver sa vie

» (1912 mots)

Page 26

À l'entrée du collège Front-de-Mer à Pointe-à-Pitre, des élèves de Segpa (1) vous accueillent et vous conduisent sous le préau de l'établissement où se d...



mardi 19 décembre
2017

La ministre retourne au lycée (411 mots)

Page 35

Hier matin, Annick Girardin, ministre des Outre-mer, accompagnée de Muriel Pénicaud, ministre du Travail, et de Jean-Ma...



samedi 27 janvier 2018

Avrillé L'avenir leur appartient (572 mots)

Page 37

Mercredi dernier, à Nantes, des élèves de terminale du lycée Paul-Emile-Victor ont présenté leur projet de mini-entreprise ...



mardi 28 novembre
2017 23:12

Un site de rencontres pour jeunes et entrepreneurs (424 mots)

Page 38

Un site de rencontres pour jeunes et entrepreneurs Depuis plus de 10 ans, l'association 100 000 entrepreneurs met en relation, à trave...



lundi 27 novembre
2017

La nouvelle vie de l'ancien boxeur Jean-Marc Mormeck

(476 mots)

Page 40

La page de sa carrière à peine refermée, une autre a été ouverte. Jean-Marc Mormeck, sextuple champion du monde de boxe da...

<p>LE FIGARO jeudi 23 novembre 2017</p>	<p>Près de sept jeunes sur dix ont une vision « positive » de l'entreprise (437 mots) Sensibiliser les générations futures au monde de l'entreprise. Tel est l'objectif de l'organisation patronale Croiss...</p>	<p>Page 41</p>
<p>LE FIGARO samedi 11 novembre 2017</p>	<p>400 jeunes à la rencontre de l'entreprise avec Bruno Le Maire à Bercy (120 mots) LUDOVIC MARIN/AFP « Raconte-moi l'entreprise » sera le thème de la journée organisé...</p>	<p>Page 42</p>
<p>Le Parisien mardi 6 février 2018</p>	<p>Jean-Marc Mormeck veut donner aux jeunes l'envie d'entreprendre (460 mots) Mitry-Mory Par Hendrik Delaire «Nous sommes tous égaux face à nos rêves, mais pour qu'ils se réalisent, ...</p>	<p>Page 43</p>
<p>lundi 15 janvier 2018 00:00</p>	<p>Canal 10</p>	<p>Page 44</p>
<p>FRANCE-ANTILLES www.franceantilles.fr vendredi 12 janvier 2018 23:01</p>	<p>Jean-Marc Mormeck à la rencontre de la jeunesse guadeloupéenne (947 mots) Jean-Marc Mormeck, délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outremer, sera en Guadeloupe du 15 au 18 janvier. Son programme est...</p>	<p>Page 45</p>
<p>ANOUS PARIS lundi 5 au dimanche 11 mars 2018</p>	<p>Les raisons d'espérer (964 mots) Moins bien payées, moins promues, des jobs plus précaires que les hommes, des temps partiels subis, etc., au boulot, une salariée s...</p>	<p>Page 48</p>
<p>Le Journal des Entreprises lundi 5 mars 2018 07:04</p>	<p>A quoi servent les réseaux professionnels féminins ? (1119 mots) Dans toutes les régions se créent des réseaux professionnels féminins affichant le même objectif: faire progresser l'entrepreneuriat féminin. Pourtant, mo...</p>	<p>Page 50</p>
<p>LE PROGRÈS mardi 6 mars 2018</p>	<p>Les femmes entrepreneurs sont à l'honneur cette semaine (124 mots) Claire Tissier et Stéphanie Monferran, deux cheffes d'entreprises à Lézigneux et membres de l'association 100 000 entrepreneurs, ont présenté aux élèves du...</p>	<p>Page 53</p>
<p>FRANCE-ANTILLES mardi 6 mars 2018</p>	<p>Les femmes entrepreneures dans les écoles (107 mots) Des femmes entrepreneures dans des classes du 5 au 16 mars 2018. La Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepren...</p>	<p>Page 54</p>
<p>la gazette du Vau mercredi 4 au mardi 17 avril 2018</p>	<p>Les entreprises mobilisées pour la jeunesse (578 mots) Cette 8ème édition était placée sous le thème de l'industrie connectée avec un co...</p>	<p>Page 55</p>

bref ECO MATIN

vendredi 9 mars 2018

La semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin est lancée (364 mots)

Page 57

La semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin mobilise plusieurs...

LE PROGRES

dimanche 11 mars 2018

Notre-Dame-de-Bel-Air : les 4e en quête d'emplois (219 mots)

Page 58

Vendredi, les trois classes de 4e du collège Notre-Dame-de-Bel-Air ont organisé et participé à un forum des métiers. Quinze professionnels : police scienti...

le dauphiné libéré

lundi 12 mars 2018

Au lycée Vaucanson, l'entrepreneuriat féminin est abordé (196 mots)

Page 59

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le jeudi 8 mars, le lycée Vaucanson, en partenariat avec STEM (Science, Technologie, Ingé...

ouest france Justice et Liberté

jeudi 15 mars 2018

Le recteur à la Pépinière d'entreprises (284 mots)

Page 60

« Il faut oser entreprendre ses projets, que l'on soit fille ou garçon. » C'est la sixième édition de la Semaine de sensibi...

LA DÉPÊCHE

lundi 19 mars 2018

Femmes en science (379 mots)

Page 61

Mars est le moment idéal pour évoquer la condition des femmes. La Journée internationale des femmes a été fixée au 8 mars e...

Le Parisien

vendredi 6 avril 2018

Portes ouvertes et métiers d'art (114 mots)

Page 62

Clichy Dans le cadre des journées européennes des métiers d'art, les ateliers Intensity ouvrent leurs portes à Clichy. Un l...

SOCIALTER

jeudi 8 mars 2018
12:18

Peut-on entreprendre en France quand on est une femme ? (1857 mots)

Page 63

Malgré les progrès pour leur rendre la voie plus accessible et les efforts réalisés pour les encourager à entreprendre, les femmes se confrontent aujourd'...

FRANCE-ANTILLES

mercredi 7 mars 2018

Les femmes entrepreneures dans les écoles (99 mots)

Page 68

La Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin, du 5 au 16 mars, sera marquée par les forums du ...

le dauphiné libéré

samedi 17 mars 2018

rondeau-libération L'entrepreneuriat féminin s'est invité au lycée Louise-Michel (105 mots)

Page 69

Le lycée Louise-Michel, sous la houlette de sa proviseure, Mme Viannet, a participé, jeudi, à la 6e Semaine de sensibilisation à l'entrepreneuriat féminin....

HUFFPOST EN ASSOCIATION AVEC LE GROUPE Le Monde

vendredi 20 avril 2018
07:18

J'ai rencontré la créatrice d'une start-up automobile et elle casse tous les codes hommes-femmes (1444 mots)

Page 70

En cette semaine de la femme digitale, Claire Cano me confie: "Si je réussis à ce qu'une jeune femme ose briguer un poste de direction, ce sera une nouvel...

Quartiers prioritaires de la ville : les propositions du rapport de M. Jean-Louis BORLOO concernant les entreprises et l'emploi (2428 mots)

Page 73

L'ancien ministre Jean-Louis BORLOO a remis au Premier ministre Edouard PHILIPPE en fin de semaine dernière (cf. CE du 27/0...

Esprit d'entreprendre : pourquoi l'inculquer aux moins de 18 ans (988 mots)

Page 76

L'entrepreneuriat ne s'apprend plus que sur les bancs de l'université. Chefs d'entreprises et associations s'attachent de p...

100 000 ENTREPRENEURS

RÉSEAUX

Quand elles se prennent en main

Les réseaux de femmes se multiplient. On en compte plus de 500 en France. Internes, ils se veulent partenaires RH. Transverses, ils fédèrent des dirigeantes plus isolées.

Le 12 septembre Marlène Schiappa, la secrétaire d'État à l'Égalité entre les femmes et les hommes, a convoqué à une séance de sensibilisation les dix entreprises du SBF 120 les plus mal classées du palmarès de la féminisation d'Ethics & Boards. Nokia, l'une d'entre elles, s'est plaint de la non-prise en compte de son réseau interne de femmes, StrongHer, ce qui lui aurait fait perdre une dizaine de places. Le cabinet spécialisé dans la gouvernance élabore en effet son palmarès en identifiant la part des femmes dans les conseils, celle du top management, mais aussi les politiques de genre. Et la présence d'un réseau féminin semble désormais un incontournable.

Comme l'expliquait Ana Busto, la directrice de la communication d'Engie le 14 mars lors du colloque d'Inter-Elles, réseau de réseaux d'une douzaine d'entreprises industrielles et technologiques, « pour briser le plafond de verre, il n'y a pas de formule magique, mais un socle d'actions concrètes qui a fait ses preuves. Parmi elles, les réseaux permettent de donner la parole aux femmes, de les renforcer collectivement. Le nôtre a commencé il y a quelques années avec 25 femmes. Elles sont désormais 1 800. Il est important de proposer une plate-forme de dialogue et de sensibilisation et de continuer à s'indigner. » S'indigner et faire prendre conscience jusqu'au top management des problèmes rencontrés par

les femmes dans l'entreprise. Difficulté d'accès aux responsabilités, organisation du travail inadapté à leurs contraintes, absence de filles dans les formations scientifiques, les sujets sont légion. Bénédicte Tilloy, l'ex-secrétaire générale de SNCF Réseau, se souvient d'un événement organisé par SNCF au féminin, l'un des plus importants réseaux de France avec près de 5 000 membres. « Tout le Comex était invité, dont Guillaume Pepy. Un comédien a lu d'une voix sobre, dans une salle plongée dans le noir, des signalements issus de rapports des CHSCT [comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, ndlr] de la SNCF. Cela commençait par des remarques, des blagues pas très fines et, crescendo, cela montait jusqu'à des attitudes insupportables. C'était cru, pas du tout édulcoré. La direction a su accueillir cette parole. » À la suite de cet événement, l'entreprise a mis en œuvre une grande campagne pour lutter contre le sexisme ordinaire. Selon Bénédicte Tilloy, ce sont surtout les opérationnelles, les chefs d'atelier, qui sont les plus exposées.

Gagner en expertise et en confiance



« Chez les dirigeantes, c'est plus insidieux », souligne-t-elle. Les problématiques de ces dernières sont plutôt liées à la carrière. C'est d'ailleurs sur ce sujet que se sont créés historiquement les premiers réseaux féminins (dans le sillage d'associations de métiers qui se sont féminisés après guerre). Ce sont les anciennes élèves des grandes écoles qui ont lancé le mouvement. « Quand ces diplômées se sont heurtées à un plafond de verre que ne connaissaient pas leurs anciens camarades masculins, elles ont décidé de s'organiser », explique Emmanuelle Gagliardi, la fondatrice de Connecting Women et coauteur de « Réseaux au féminin » (éditions Eyrolles, 2013). Et si les réseaux sont désormais les chouchous des directions pour challenger les ressources humaines, voire travailler main dans la main avec elles, ils ont tous planché au départ sur la trilogie « coaching, mentoring, networking ».

Il s'agit pour les femmes de gagner en expertise en matière de gestion de carrière, de confiance en elles pour aborder des sujets comme la négociation de leur rémunération, l'évolution de leur responsabilité ou le management d'équipe masculine.

Florence Olivier, responsable de la supply chain aérostructure chez Airbus, membre du réseau Women innovative network (WIN) de Saint-Nazaire, organise « des visites dans les collèges pour promouvoir les carrières dans l'industrie, des cafés de "marrainage" et des rencontres thématiques ». Julie de Cevins, la vice-présidente activité Airbus d'Assystem, anime, elle, Femmes d'énergie, le réseau de son entreprise, actif en France depuis plus de cinq ans. Ce 14 septembre, elle lançait sa déclinaison dans la filiale anglaise. Là encore le réseau met sur pied de nombreuses rencontres avec des expertes, comme Isabelle Autissier, et fait témoigner des managers femmes de la maison. « On doit démystifier. Car si nous embauchons de plus en plus de femmes, nous avons encore du mal à les faire grimper. Il faut montrer que l'on peut mener de front une vie professionnelle intéressante et sa vie privée », explique cette mère de trois filles. Son réseau est en train de rédiger, avec les ressources humaines, un guide de la parentalité qui s'adressera aux femmes et aux hommes.

Agir sur l'organisation

Une fois les femmes libérées de leur propre prévention, il faut agir sur l'organisation. Chez Assystem, le réseau a deux objectifs pour 2018 : s'assurer que tous les postes ouverts sont bien visibles et monter un programme d'identification des femmes à potentiel. Selon Emmanuelle Gagliardi, la mise en œuvre du télétravail chez Areva doit ainsi beaucoup à l'action de son réseau de femmes, WE. Si la pratique concerne tous les salariés de l'entreprise, elle « débloque » souvent les femmes. Julie de Cevins travaillait à quatre cinquièmes chez Honeywell lorsqu'on lui a proposé une promotion incompatible avec ce rythme. « J'ai accepté ce nouveau job à plein-temps en en

aménageant une partie en télétravail. » Pour Emmanuelle Gagliardi, « d'outil au service de carrières féminines, les réseaux deviennent des think tanks au sein des entreprises ». Et visent même désormais à devenir des « action tanks ». Chez Airbus, qui a lancé en 2015 le réseau Balance for business pour fédérer les initiatives déjà existantes, Yoann Lacan, le responsable inclusion et diversité, explique que les RH ont associé au réseau un module de développement personnel intitulé « I unleash my potential » (« Je libère mon potentiel »).

Partager son expérience

Bien entendu les réseaux internes sont réservés aux grandes entreprises et concernent peu les collaborateurs de PME-PMI. Leurs dirigeantes se tournent plutôt vers des réseaux transverses. Anne-Charlotte Fredenucci, la présidente d'Ametra, est très claire : « Il faut savoir ce que l'on vient chercher sur les réseaux. Sinon on perd son temps. » Pour développer son entreprise, ce n'est pas dans les réseaux féminins qu'elle trouve son bonheur. « Il y a très peu de femmes dans l'aéro, donc je préfère aller au Gifas [Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales, ndlr] pour parler business. » En revanche, elle fréquente volontiers le réseau de femmes de Croissance Plus « pour le partage d'expériences et de situations. En voir d'autres avec des familles nombreuses, c'est une bouffée d'oxygène. Savoir que l'on n'est pas la seule à avoir été prise pour la jolie commerciale par des financiers, cela permet de relativiser. On lutte souvent contre le syndrome de l'usurpatrice. » La fondatrice de Totem mobi, Emmanuelle Champaud, n'était a priori pas très favorable aux réseaux féminins, mais y a découvert « une forme de bienveillance face aux réseaux d'affaires mixtes plus compétitifs ». Elle fait partie du Professional women's network (PWN) qui

entretient un bon équilibre entre cadres de grandes entreprises, consultantes et responsables de PME. Elle a pu y rencontrer des hautes dirigeantes de groupes comme Renault et Cisco, importantes pour accélérer le développement de son entreprise de véhicules électriques en autopartage. Elle le préfère aux réseaux d'entrepreneuses ou de la tech, trop émiettés et aux objectifs parfois mal définis. Elle donne aussi un peu de son temps à 100 000 entrepreneurs qui interviennent auprès de collégiens, car « c'est bien organisé ».

Et les hommes dans tout ça ? Car en réalité, rien ne se fera sans eux. Les réseaux de femmes en accueillent de plus en plus et se veulent mixtes, mais, « leur participation excède rarement 15 % car ils ne se sentent pas concernés », regrette Emmanuelle Gagliardi. Eux ont aussi leurs problèmes, comme « le syndrome d'Atlas », condamné par Zeus à porter la voûte céleste sur ces épaules. Pour Antoine de Gabrielli, le fondateur du réseau Happy men, la mixité des réseaux est une « fausse bonne idée ». Lui milite pour développer des réseaux d'hommes qui travaillent sur ce qu'ils ont à gagner à une meilleure répartition des rôles. Il a déjà acquis 12 grands groupes à sa cause et est soutenu par des réseaux de femmes. ?? ■



par Anne-Sophie Bellaiche

« D'outil au service de carrières féminines, les réseaux deviennent des think tanks au sein des entreprises. » Emmanuelle Gagliardi, cofondatrice de Connecting Women

Une PDGère au CAC 40... encore une fiction

En 2016, Isabelle Kocher est devenue directrice générale d'Engie, mais n'a pas accédé comme prévu au poste de président, resté entre les mains de Gérard Mestrallet. Si l'on veut voir une femme PDG à la tête d'une entreprise du CAC 40, il faut aller au cinéma. La réalisatrice Tonie Marshall propose dans son film « Numéro Une » de suivre la trajectoire mouvementée d'une brillante ingénieure, Emmanuelle Blachey (incarnée par Emmanuelle Devos), lancée à l'assaut d'un géant français de l'énergie. Elle est soutenue par Olympe, un réseau fictif de femmes d'influence. La réalisatrice confie qu'à « l'abstraction de la politique qui repose sur des compromis et des tractations », elle a préféré « le concret de l'industrie ». Pour être juste sur son sujet, elle a travaillé le scénario avec la journaliste du « Monde » Raphaëlle Bacqué et a rencontré notamment Anne Lauvergeon, Laurence Parisot, Claire Pedini (Saint-Gobain), Pascale Sourisse (Thales). « Elles m'ont confié beaucoup d'anecdotes, dont ces petites humiliations subies au quotidien dans ces milieux essentiellement masculins. Leurs témoignages ont beaucoup nourri le parcours de mon héroïne », déclare Tonie Marshall. Elle revendique toutefois « un film positif » à l'opposé « d'un discours victimaire ». Messieurs, même si votre virilité en prend sans doute un coup, n'hésitez pas à aller voir le film d'une réalisatrice qui déclare « adorer tout ce qui est industriel » et a pris un plaisir particulier à tourner dans des parcs d'éoliennes en mer. ■ ■

« Numéro Une », en salle le 11 octobre

Pas d'égalité face à l'emploi rémunéré

L'équilibre des carrières commence par la répartition du travail rémunéré dans le couple. En Europe, les situations sont contrastées. Tant que le « breadwinner », comme disent les Anglo-Saxons, celui qui « gagne le pain », reste l'homme, les couples font le choix économique de bon sens de privilégier sa carrière. Un cercle vicieux à briser.

Les différents types de réseau

Entre 2007 et 2017, le nombre de réseaux féminins est passé de 200 à 500 en France.

Les réseaux internes La plupart des grandes entreprises en comptent (Accenture, Air liquide, Engie, Orange, IBM, GE, Sanofi...), mais aussi de plus petites, comme Nexter.

Les réseaux sectoriels Organisés par professions ou secteurs d'activité, comme Femmes ingénieurs, Women in aerospace, Women and vehicles in Europe, Financi'elles, Femmes du numérique, JFD Connect, Girlz in web...

Les réseaux transverses Business and professional women, Professional women's network, Femmes 3000...

Les réseaux d'entrepreneuses Action'elles, Femmes entrepreneurs, Femmes chefs d'entreprises, Women

in equity... ■ ■





DÉCIDEURS

« L'innovation sociale est indispensable »

Marie-Claire Capobianco, la directrice des réseaux France et membre du comité exécutif de BNP Paribas et Philippe Vasseur, président du Forum mondial pour l'économie responsable, expliquent pourquoi la responsabilité est devenue un enjeu essentiel.



Philippe Vasseur Marie-Claire Capobianco Photo : SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

INTERVIEW Marie-Claire Capobianco, directrice des réseaux France et membre du comité exécutif de BNP Paribas, et Philippe Vasseur, président du World Forum for a Responsible Economy, dont la onzième édition se déroule mardi, mercredi et jeudi à Lille, analysent pourquoi les entreprises sont de plus en plus nombreuses à pratiquer la responsabilité sociale et environnementale (RSE).

LE FIGARO.-L'innovation sociale et la responsabilité sociale sont-elles une mode ?

Marie-Claire CAPOBIANCO.-Le sens de la responsabilité sociale se développe continuellement et l'innovation sociale devient un incontournable de la transformation. Les chefs d'entreprise comme les associations que je rencontre en ont une conscience de plus en plus marquée. D'où une volonté d'agir de manière très concrète.

Philippe VASSEUR.-L'innovation sociale est le principal enjeu de nos sociétés. Les progrès technologiques sont phénoménaux. Les voitures autonomes seront, par exemple, une réalité dans la prochaine décennie.

Mais les innovations technologiques ont des conséquences catastrophiques ou bénéfiques. Il est donc essentiel d'être en pointe sur l'innovation sociale pour que la technologie soit mise au service d'une vision.

Comment se concrétise ce type d'engagement ?

Ph.V.-La Banque de France sous l'impulsion de son gouverneur François Villeroy de Galhau réfléchit à l'introduction des critères RSE dans les critères d'évaluation des entreprises. François Villeroy de Galhau pense qu'une société qui pratique l'innovation sociale est plus pérenne sur le long terme qu'une entreprise qui le refuse.

M.-C. C.-C'est également notre conviction. Je suis frappée par le nombre grandissant d'entrepreneurs qui recherchent un impact social. Il faut donc être en capacité de le mesurer. BNP Paribas a été la première banque à structurer des contrats à impact social (CIS) qui permettent de faire financer des programmes sociaux par des investisseurs privés et d'en prévoir le remboursement par l'État à la condition que l'objectif social soit atteint. C'est ce que nous avons fait avec l'Adie pour lui permettre de promouvoir des emplois en zone rurale. Nous accompagnons aussi Impact Partenaires qui favorise la création d'entreprises franchisées dans les quartiers populaires.

L'innovation sociale entraîne-t-elle des changements aussi spectaculaires que la transformation numérique ?

M.-C. C.-Clairement oui, l'innovation sociale est au moins plus aussi importante que l'innovation numérique. Elle permet de créer de la valeur autrement. Elle est indispensable pour mener à bien la transformation culturelle de l'entreprise et répondre aux nouvelles attentes des consommateurs, des collaborateurs et de la société dans son ensemble. Elle permet aussi de faire face à la révolution du numérique en accompagnant les équipes dans leur aptitude à se remettre en cause et accepter de nouveaux modes de travail. Tout cela passe par de l'innovation managériale.

Comment le faire comprendre aux collaborateurs ?

M.-C. C.-Il faut être pédagogue. Nous sommes aussi aidés par les nouvelles générations qui sont très attentives à ces valeurs. Elles demandent les preuves de l'engagement de l'entreprise.

Ph. V.-Des jeunes choisissent leur employeur en fonction de ces critères. Les chaires de responsabilité sociétale sont de plus en plus nombreuses dans les écoles de management et d'ingénieurs.

L'engagement sociétal est-il pris

en compte dans l'évaluation des collaborateurs ?

M.-C. C. – Un collaborateur n'est plus jugé sur la seule atteinte de ses objectifs. Il est évalué sur la manière dont il a réalisé sa performance. Et ce à tous les niveaux de la hiérarchie. Le résultat doit être obtenu de façon totalement responsable et respectueuse de l'intérêt des parties.

Ph.V.-Cette pratique est appliquée dans deux sociétés dont je suis administrateur. Eurotunnel a introduit des critères sociaux et environnementaux dans l'attribution des bonus des dirigeants. Le groupe agro-alimentaire Bonduelle a bâti le plan VegeGo ! en collaboration avec ses 10 000 salariés. Car une marque agro-alimentaire se différenciera de plus en plus de ses concurrents grâce à ses valeurs.

Est-ce efficace ?

Ph.V.-Bonduelle a pratiqué la pédagogie du ruissellement. Ses salariés ont participé à une vingtaine de chantiers pour élaborer ces valeurs. Ils ont ainsi pris conscience de l'im-

portance de l'innovation sociale.

M.-C. C. – Faire comprendre les enjeux de l'innovation sociale exige de changer les méthodes de formation. Nous avons par exemple créé le jeu Sense City pour que nos collaborateurs découvrent les enjeux RSE à travers des rencontres virtuelles avec les habitants d'une ville imaginaire ainsi nommée.

Ph.V.-Le Centre des jeunes dirigeants (CJD) avec qui nous collaborons a créé un jeu pour les PME « I nove you » qui permet à l'entreprise de s'évaluer et de connaître ses marges de progrès en une matinée.

Les entreprises qui ne respectent pas leurs engagements sociétaux doivent-elles être sanctionnées ?

Ph.V. - Nous avons en France une approche punitive. Les entreprises doivent, par exemple, employer 6 % de personnes handicapées. Elles paient des amendes si elles n'atteignent pas ce pourcentage. Cette méthode coercitive n'est pas efficace. Je suis au contraire partisan de récompenser les entreprises qui res-

pectent les quotas. Je propose que les entreprises exemplaires bénéficient d'un allègement fiscal. Il faut récompenser les bons élèves et inciter les autres entreprises à réaliser des efforts.

Faut-il adresser des cartons rouges aux collaborateurs qui ne respectent pas ces valeurs ?

M.-C. C.-Non. L'entreprise doit plutôt valoriser les collaborateurs qui innoveront dans leur manière de travailler et de manager. Car ils permettent à l'entreprise de progresser.

Les managers doivent-ils changer de rôle ?

M.-C. C.-Ils doivent adapter leur management. Quand nous avons réfléchi à ce que nous devons faire bouger, nous sommes arrivés à l'idée qu'il fallait que nos équipes soient libérées, confiantes et responsables : 3 mots simples, mais quand on les applique, très puissants ! ■

par Yann Le Gales [@YannLeGales](#)

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

CONFIDENCE

QUELLES INITIATIVES ADMIREZ-VOUS ?

M.-C. C. - Au plus près de nous, je trouve que les démarches de l'association 100 000 entrepreneurs ou encore d'Impact Partenaires sont très intéressantes. La première s'emploie à donner envie à des lycéens et lycéennes d'être entrepreneurs de leur vie. La seconde soutient les entrepreneurs qui créent de l'emploi dans les quartiers populaires.

QUELLES PERSONNALITÉS VOUS INSPIRENT ?

Ph. V. - La première est l'entrepreneur américain Elon Musk. Certains le trouvent barjot, génial et fêlé. La deuxième est Michel Serres, philosophe et historien des sciences, qui a notamment publié *La Petite Poussette* et *C'était mieux avant*. Ses réflexions éclairent le passage de témoin auquel nous assistons.





VAULX-EN-VELIN

Jean-Marc Mormeck à la rencontre des jeunes

Un échange tout en simplicité avec les jeunes Vaudais. Jean-Marc Mormeck, ancien champion du monde de boxe et maintenant délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outre-mer, a rencontré et discuté, vendredi, avec les jeunes de la mission locale. Parcours personnel et professionnel, formations, stages, reconversion professionnelle et formation au numérique, les Vaudais lui ont exposé leurs difficultés et leurs échecs face à l'emploi, mais aussi leur réussite et

leur épanouissement dans leur métier. « Cet échange est très bien. Ce sont des jeunes de quartier difficile, mais ils sont dynamiques et motivés ! Dans leur situation, ce n'est pas facile de se livrer et parler de leur orientation, ce qu'ils ont réussi à faire très bien, livre Jean-Marc Mormeck à l'issue de ces rencontres. Il faut les mettre en avant, les écouter, les comprendre et trouver des solutions à leur problème. » La difficulté à trouver et financer une formation a été relevée à plusieurs reprises. « Le

président veut que les jeunes aient accès à la formation, mais s'il n'y a pas de financements pour cela, c'est difficile. On va travailler là-dessus. »

Il s'est ensuite rendu au lycée Condorcet à Saint-Priest dans le cadre de la semaine pour l'entrepreneuriat dans les quartiers, puis il a lancé les Assises de l'Outre-mer dans la région lyonnaise à la salle du Planétarium. ■





« Ultramarins et jeunes des quartiers concentrent les mêmes difficultés »

Jean-Marc Mormeck, délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'Outre-mer a rencontré la préfète déléguée.

Drancy

Par Ivan Capecchi

Jean-Marc-Mormeck, délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outre-mer depuis 2016, a rencontré lundi la préfète déléguée à l'égalité des chances de Seine-Saint-Denis, Fadela Benrabia, à Drancy. Objectif : savoir ce qu'il était possible de mettre en place pour les Ultramarins qui vivent en métropole et plus largement envers les jeunes habitants des quartiers populaires. « Les deux populations concentrent les mêmes problématiques : absence de réseau, problèmes d'accès à l'emploi... », explique le sextuple champion du monde de boxe qui, lui-même, a quitté sa Guadeloupe natale à l'âge de 6 ans pour finalement atterrir en Seine-Saint-Denis.

L'homme, qui a quitté le ring de boxe pour un autre, celui de la politique, sait de quoi il parle. Il a dû batailler, faire preuve d'une volonté de fer pour réaliser ses rêves.

Le sextuple champion du monde de boxe s'engage sur l'emploi

D'abord dans les salles de sport. Après avoir visionné, en 1985, le combat mythique opposant les boxeurs Marvin Hagler et Thomas Hearns - un « déclin » pour lui - il décide de s'inscrire dans un club de Drancy. Pour son premier cours, il arrive avec une heure de retard : « Mon entraîneur m'a dit : tu ne t'entraînes pas aujourd'hui. » L'adolescent revient le lendemain, à l'heure cette fois-ci. Il s'entraîne dur, gagne la confiance de son entraîneur, assure un an plus tard les échauffements pour les nouveaux arrivants. Des années plus tard, le 10 novembre 1998, il décroche le titre de champion de France.

Aujourd'hui, l'athlète, même s'il n'habite plus Bobigny, n'oublie pas le gamin du 93 qu'il était. Il veut montrer qu'avec de l'ambition, tout est possible. En novembre 2016, la délégation de Jean-Marc Mormeck a mis

en place la plate-forme « Égalité emploi ». Elle regroupe, sur un site Internet, près de 2 000 offres d'emploi, de stage ou de formation d'une vingtaine de partenaires, parmi lesquels Orange, Auchan, Veolia... Un second dispositif, appelé « La semaine des quartiers », mobilise 100 000 entrepreneurs qui, tout au long de l'année, vont dans des lycées et collèges de quartiers populaires afin de faire naître l'envie d'entreprendre. Et quel meilleur exemple que celui de Jean-Marc Mormeck, qui se plaît à répéter aux jeunes qui n'osent pas : « Vis tes rêves et ne rêve pas ta vie ». ■



Paris, hier. Jean-Marc Mormeck a été nommé le 24 mars 2016 délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outre-mer.





Auchan forme et embauche ses apprentis

En Seine-et-Marne de nombreuses entreprises spécialisées dans les métiers de bouche cherchent des apprentis. Il en est de même pour bien d'autres métiers. Medef et Education Nationale unissent leurs efforts pour axer leurs actions sur l'Orientation.

Dans le cadre de la Semaine Nationale Ecole/Entreprise qui se déroulera du 20 au 25 novembre, Jean-Marc Sereni président du Medef77 a reçu Gwenaëlle Coignard, conseillère à la formation professionnelle à l'Académie de Créteil et Guillaume Decobert responsable des ressources humaines à Auchan Bois Sénart à Cesson, dans ses locaux de La Rochette. Une commission va être créée et présidée par Eric Briant, directeur de l'Enseigne.

Entreprises et Medef mettent le cap sur l'orientation. « **Les jeunes doivent réfléchir à leur projet professionnel dès la classe de 4e. Visiter des entreprises et avoir des interlocuteurs qui peuvent renseigner les jeunes sur différents métiers et très important pour eux** » confirme Gwenaëlle Coignard. « **Auchan recrute une quarantaine d'apprenis par an en contrat alternance. Dans notre surface, nous pratiquons une soixantaine de métiers. Transformer l'apprentissage en embauche est notre cible. L'an dernier Auchan a eu un taux de**

trans-ormation de 50%. C'est plutôt bien » rétorque Guillaume Decobert.

Contrats en alternance jusqu'aux Masters, CAP, la fourchette est large en ce qui concerne l'apprentissage pour tous les jeunes. « **Notre participation consiste à identifier le maximum d'entreprises volontaires pour recevoir et former les jeunes** » confirme Jean-Marc Sereni. Missions réussies auprès de nombreux candidats à l'apprentissage.

Les actions

Pour arriver à leurs fins, Medef, Education Nationale et Entreprises vont faire tronc commun. En cours d'année scolaire, 36 actions sont prévues sur le territoire seine-et-marnais pour des élèves concernant 26 établissements scolaires des collèges et lycées.

Ce sont environ 600 jeunes qui seront sensibilisés, souvent pour la première fois, au monde du travail et aux différents métiers qui ne connaissent

pas le chômage. Parmi eux, les métiers de bouche, certains métiers du Bâtiment et d'autres métiers à découvrir tels que l'énergie, la banque, la grande distribution, le commerce de gros, industries, etc. Visite de classe par des entrepreneurs, visite des entreprises pour les étudiants.



Ludovic a été embauché au rayon boulangerie d'Auchan

Toutes les démarches qui peuvent conduire à l'emploi seront exploitées. Deux partenaires de choix pour aller jusqu'au bout de l'effort : les associations parisiennes « **Elles bougent** » et « **100.000 entrepreneurs** ». ■



26 ÉTABLISSEMENTS PARTICIPENT À LA SEMAINE ÉCOLE-ENTREPRISE

La 18^e édition de la semaine école-entreprise, pilotée par l'Éducation nationale et le Medef Seine-et-Marne, se tiendra du 20 au 25 novembre sur le thème « mon territoire, emploi, métier, quels atouts ? ». Cette année, 36 actions sont organisées sur l'ensemble du département.



Guillaume Decobert, RRH chez Auchan Boisséart, Gwenaëlle Coignard, conseillère départementale, et Jean-Marc Sereni, président du Medef 77. Photo : © MSM

Initier les lycéens et les collégiens à l'esprit d'entreprendre et les accompagner dans leur réflexion sur leur orientation professionnelle, tels sont les principaux objectifs de la semaine école-entreprise. L'Éducation nationale et le Medef 77 s'allient une nouvelle fois pour la 18^e édition, autour d'un thème résolument local intitulé « mon territoire, emploi, métier, quels atouts ? ».

Au total, 36 actions (conférences, visites d'entreprises, témoignages de professionnels...) seront menées à destination de 26 collèges et lycées seine-et-marnais, dont 19 par l'Éducation nationale et 17 par le Medef Seine-et-Marne. « Il est important de partager notre expérience et de susciter des vocations dans notre pays

», souligne le président du Medef Seine-et-Marne Jean-Marc Sereni.

Pour Gwenaëlle Coignard, conseillère départementale à la formation continue, l'orientation professionnelle doit démarrer le plus tôt possible et s'ouvrir au monde entrepreneurial. « De plus en plus de chefs d'entreprise et de collègues sont sensibilisés à cette initiative », précise-t-elle. Ainsi, s'agissant du Medef Seine-et-Marne, dix nouvelles entreprises ont rejoint le mouvement cette année.

Les organisateurs prévoient notamment des visites d'entreprises, issues de toute une variété de secteurs. Côté industrie, Franklin France ouvrira ses portes aux terminales bac pro melec du lycée Joliot Curie de Dammarie-lès-Lys, tandis que Fives Conveying accueillera des élèves du lycée professionnel Auguste Perdonnet de Thorigny-sur-Marne. Auchan Boisséart et le Carrefour de Collégien présenteront respectivement le secteur de la grande distribution à des élèves du lycée professionnel Antonin Carême de Savigny-le-Temple et

à des collégiens du Vieux Chêne de Chessy.

« Avec quelque 60 métiers différents, nous avons la possibilité d'accueillir de nombreux stagiaires et d'intégrer les futures pépites que sont nos alternants », souligne Guillaume Decobert, responsable des ressources humaines chez Auchan Boisséart, qui précise que l'enseigne manquera bientôt de boucher, la filière n'attirant plus les jeunes. D'où l'importance de ces vi-sites, qui permettent aussi de combattre les clichés liés au genre.

A contrario, certaines entreprises interviendront directement au sein des classes, comme BNP Parisbas et Adecco PME qui présenteront leur secteur d'activité au lycée Léonard de Vinci de Melun. De même, l'association Elles Bougent, qui valorise l'entreprenariat au féminin, et 100 000 Entrepreneurs, iront au contact des élèves de Seine-et- ■

par Marne. N Quentin Clauzon





LOCALE

Les volontaires de l'Epide et Mormeck, même combat

L'ancien boxeur est délégué interministériel pour l'égalité des chances

Lorsque le sextuple champion du Monde de boxe, Jean-Marc Mormeck évoque Marseille face aux volontaires de l'Epide (15e), il fait bien sûr référence à son premier titre de champion du monde glané, ici, le 23 février 2002, au Palais des sports.

"Soyez les acteurs de vos vies"

Mais, hier, c'est en qualité de délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outre-Mer que l'ancien boxeur de 45 ans a répondu à l'invitation de 100 000 Entrepreneurs et Impact partenaires. "Pour les jeunes Outremeriens, d'abord, parce qu'ils rencontrent de trop nombreuses difficultés lorsqu'ils arrivent en métropole. Mais aussi pour les jeunes des quartiers, pour les aider dans leurs démarches", explique-t-il. En attendant de rencontrer le Premier ministre à la fin du mois, et de voir

peut-être son portefeuille augmenter et ses missions s'élargir, le boxeur a montré hier qu'il n'avait rien perdu de son uppercut.

Formules chocs, enchaînements rapides, Jean-Marc Mormeck a su trouver les mots face aux élèves de cette école de la deuxième chance. Le boxeur assène : "Si vous êtes là, c'est que vous avez envie de changer, que vous avez besoin d'être encadrés et que vous voulez vous battre".

Dans le gymnase de l'établissement pour l'insertion dans l'emploi (Epide), son récit a résonné. Face à un auditoire composé de jeunes sortis du système scolaire, il retrace son parcours : sa volonté de trouver sa voie, lui qui, à six ans, débarque de Guadeloupe à Bobigny, ses années d'entraînements, ses victoires, ses titres, son aventure américaine. Ses

échecs, aussi. Car Mormeck n'esquive rien. Même les questions qui sortent du ring. "Aujourd'hui, je gagne environ 7000 euros. (...) Non, je ne connais pas Johnny Depp...".

Le mois prochain, cela fera trois ans que le boxeur a mis un terme à sa carrière professionnelle, et huit mois qu'il a été nommé délégué interministériel. Avant de poursuivre ses rencontres à La Rochelle, le boxeur insiste : "Il faut être acteur de vos vies. Il faut concrétiser vos efforts". Plus fort que les mots, Mormeck a lancé une plate-forme 'Egalité-emploi', à laquelle participe une trentaine de sociétés. "Stages, conseils, offres d'emploi. Tout est fait pour faciliter l'insertion des jeunes. Je vous invite à la consulter." Un engagement de plus pour le boxeur. ■

par Emiguet



Jean-Marc Mormeck au collège

MIREUIL L'ancien champion du monde de boxe est venu hier partager son expérience

" L'école, c'est une assurance. " Quand c'est un double champion du monde de boxe qui le dit, on a tendance à le croire. Pas seulement parce que, à 45 ans, Jean-Marc Mormeck impressionne encore par son physique de poids lourd. Les mots du Guadeloupéen, qui a grandi en Seine-Saint-Denis, font mouche comme ses coups à l'époque où il montait sur le ring. Les élèves du collège Pierre-Mendès-France, à Mireuil, qu'il a rencontrés hier matin sont d'ailleurs restés très concentrés tout le long de la rencontre.

" J'ai eu peur moi aussi "

Délégué interministériel à l'égalité des chances, l'ancien boxeur se faisait le porte-parole de l'association 10 000 entrepreneurs, qui vise à transmettre aux jeunes la culture de l'entreprise en organisant des visites dans les collèges, lycées et universités, en partenariat avec l'Education

nationale. " Jean-Marc Mormeck est une figure, un emblème. Il fait le lien entre le sport et le monde de l'entreprise ", expliquait Béatrice Viannay-Galvani, déléguée générale de l'association.



Jean-Marc Mormeck a impressionné les collégiens. PHOTO ROMUALD AUGÉ

À la manière d'un grand frère, voire d'un père (45 ans), Jean-Marc Mormeck a évoqué ses victoires, ses défaites, ses doutes, comme autant d'étapes dans son parcours sportif et personnel. " Il faut se poser les bonnes questions ", a-t-il souligné, conseillant aux jeunes de prendre conscience de la valeur du travail. " L'entrepreneuriat, ça commence par

l'école. Elle nous prépare à travailler, à développer, à être entrepreneur, à monter une société... À avoir les armes pour demain. "

Les collégiens l'ont surtout interrogé sur sa carrière, ses blessures, ses titres. L'ex-boxeur professionnel n'a pas été avare de petites histoires, sans chercher à crâner. " J'ai eu peur moi aussi, comme tout le monde. Peur d'avoir mal, peur de perdre. On peut appeler ça du trac ou du stress, j'appelle ça de la peur. Comme me l'a dit un manager, les héros et les lâches ont la même peur. Mais les héros font un pas en avant [...] Votre vie vous appartient, vous la tenez entre vos mains. "

La preuve, Jean-Marc Mormeck a construit son destin avec les siennes.

Frédéric Zabalza ■



Éducation Le boxeur Jean-Marc Mormeck donne une leçon de vie à Cholet

Jean-Marc Mormeck, 45 ans, a raccroché ses gants de boxe il y a trois ans après une carrière bien remplie. Quarante-neuf combats, 43 victoires, dont 23 par K.-O., et six ceintures de champion du monde. En mars 2016, le Premier ministre Manuel Valls l'a nommé délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français de l'outre-mer. Une fonction qui lui « *plaît beaucoup* ». Jean-Marc Mormeck sillonne la France pour porter la Bonne Parole, celle du travail, de la réussite, du volontarisme et de l'audace. Hier, il est venu à la rencontre des élèves de troisième du collège Joachim-du-Bellay à Cholet. Un établissement situé en réseau d'éducation prioritaire au coeur du quartier Jean-Monnet.

Invité par l'association 100 000 entrepreneurs dans le cadre de la Semaine de l'entreprenariat dans les quartiers, le champion du monde a raconté son parcours. Sa passion de la boxe, son « *envie d'être un héros* », et son nouveau rôle de haut fonctionnaire.

Excellence

« *Moi aussi, je viens des quartiers, je détestais l'école mais je me suis battu pour réaliser mon rêve. Il y a la réussite et l'excellence, moi je visais l'excellence* », a-t-il expliqué aux élèves en réponse à leurs questions.

« *L'entreprenariat, dit Jean-Marc Mormeck, c'est s'investir dans ce qu'on fait. Ça peut être dans vos devoirs,*

pourquoi pas vous lancer un défi de celui qui récite le mieux ses leçons ? Il faut se battre même si on fait des erreurs. Vous êtes jeunes, c'est le moment de travailler et de vous entraider. On a tous des rêves, il faut de la volonté pour les réaliser. À force de frapper aux portes, elles vont s'ouvrir. » ■



Jean-Marc Mormeck a retenu l'attention des collégiens. Photo CO - Étienne LIZAMBARD

par Gabriel Boussonnière





DIVERS

« Je voulais être un héros »

Le champion du monde de boxe Jean-Marc Mormeck est venu à la rencontre des troisièmes du collège Du-Bellay, mardi. Il leur a livré les secrets de la réussite.

Jean-Marc Mormeck, 45 ans, a troqué ses gants de boxe contre un costume de délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français de l'outre-mer. Mardi, il était de passage au collège Joachim-du-Bellay à l'invitation de l'association 100 000 entrepreneurs qui vise à rapprocher « le monde économique du monde de l'éducation », selon sa chargée de mission, Aurélie Champion.

Pendant une heure et demie, l'ancien boxeur a répondu aux questions des élèves de troisième. Et leur a délivré une leçon de vie. Morceaux choisis.

La boxe

« J'ai commencé par le foot. Un jour, j'ai regardé un match de boxe sur Canal + avec mon père. C'était Marvin Hagler. Il dégageait un charisme énorme, je me suis dit : « Je veux être ce type ». J'avais 15 ans, je me suis inscrit à la boxe en pensant que ça allait être facile. C'était tout le contraire, c'est un sport dur où on prend des coups. Je viens des quartiers difficiles et la boxe a permis de canaliser mon énergie. Quand vous tapez dans des sacs à longueur de journée, vous n'avez plus envie de vous battre le soir. »

Le respect

« Je me rappellerai toujours de mon premier entraînement. Il était à 17 h 30 et je suis arrivé à 18 h 30. Le prof m'a dit, tu es en retard, tu ne t'entraîneras pas. Je ne comprenais pas,

j'avais payé. Il m'a dit que c'était une question de respect pour mon sport, mes partenaires et l'entraîneur. Le respect, ça commence par arriver à l'heure. »

Le travail

« Je m'entraînais six heures par jour, trois heures le matin pour le physique et trois l'après-midi de spécifique. »

L'ambition

« Il y a la réussite et l'excellence, moi je visais l'excellence. Mon père voulait que je sois d'abord champion de France et moi je voulais être champion du monde. Je l'ai écouté, il faut toujours écouter son père. Et encore plus sa mère. Je suis devenu champion de France, d'Europe et du monde. Il faut tout donner pour ne pas avoir de regrets. »

Les titres

« J'ai disputé 49 combats, j'en ai remporté 43, dont 23 par K.-O, et j'en ai perdu 6. J'ai été six fois champion du monde. »

L'argent

« Pour mon premier championnat du monde, que j'ai perdu, j'ai touché 500 000 dollars. Pour le deuxième que j'ai gagné 800 000. J'ai disputé neuf championnats du monde et j'en ai gagné 6. Je vous laisse faire le calcul. Ce que j'en ai fait ? J'en ai dépensé, je me

suis fait plaisir, j'ai beaucoup voyagé, j'ai partagé, notamment avec mes parents qui ont pu voyager aussi. Et j'en ai mis de côté, il faut en garder un peu quand même. »

La peur

« Sur un ring, le héros a aussi peur que le faible mais il va avancer parce qu'il ne lâche rien alors que le faible fait un pas en arrière. Moi je voulais être un héros. La boxe, c'est le noble art, j'ai essayé de le pratiquer intelligemment en évitant au maximum les coups avec ma garde haute. »

La blessure

« Lors de mon deuxième combat chez les professionnels, j'avais très mal à la main gauche. Mon coach m'a dit d'arrêter. Je n'ai pas voulu, et au 3^e round j'ai gagné. En fait, j'avais la main cassée. J'ai subi trois opérations, j'ai été arrêté pendant deux ans. »

Le come-back ?

« C'est fini pour moi. Maintenant, quand je regarde les combats, je ferme les yeux. Je me dis qu'ils sont fous. La boxe m'a beaucoup apporté, j'ai plein d'autres choses à faire. »

Le parcours scolaire

« J'ai un CAP, je détestais l'école. Mais j'ai quand même monté mon entreprise, aujourd'hui je fais une validation des acquis pour décrocher un

master. Il n'est jamais trop tard. »

Le poste de délégué interministériel

« J'ai été désigné en mars 2016 par le gouvernement précédent. Cette fonction me plaît beaucoup. J'ai fait du sport de haut niveau, j'ai beaucoup voyagé, aujourd'hui c'est ma façon d'aider les autres. »

La leçon du champion

« L'entreprenariat, c'est s'investir dans ce qu'on fait. Il faut se battre

même si on fait des erreurs. Ça peut être dans vos devoirs, pourquoi pas vous lancer un défi de celui qui récite le mieux ses leçons ? Vous êtes jeunes, c'est le moment de travailler et de vous entraider. On a tous des rêves, il faut de la volonté pour les réaliser. À force de frapper aux portes, elles vont s'ouvrir. » ■



Cholet, collège Du-Bellay, mardi 12 décembre. Jean-Marc Mormeck pose pour la photo souvenir au côté des élèves. Photo CO - Étienne LIZAMBARD

par Gabriel Boussonnière Gabriel.boussonniere@courrier-Ouest.com



Cholet. Jean-Marc Mormeck: « Je voulais être un héros »

Cholet. Jean-Marc Mormeck: « Je voulais être un héros »

Jean-Marc Mormeck, 45 ans, a troqué ses gants de boxe contre un costume de délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français de l'outre-mer.

Mardi, il était de passage au collège Joachim-du-Bellay à l'invitation de l'association 100 000 entrepreneurs.

Pendant une heure et demie, l'ancien boxeur, six fois champion du monde, a répondu aux questions des élèves de troisième.

« Je viens des quartiers difficiles et la boxe a permis de canaliser mon énergie. Quand vous tapez dans des sacs à longueur de journée, vous n'avez plus envie de vous battre le soir », a expliqué Jean-Marc Mormeck.

Il a délivré une leçon de vie aux adolescents : « L'entrepreneuriat, c'est s'investir dans ce qu'on fait. Il faut se battre même si on fait des erreurs. Ça peut être dans vos devoirs, pourquoi pas vous lancer un défi de celui qui récite le mieux ses leçons ? IVous êtes jeunes, c'est le moment de travailler et de vous entraider. On a tous des rêves, il faut de la volonté pour les réaliser. À force de frapper aux portes, elles vont s'ouvrir. »

A lire ce jeudi dans Le Courrier de l'Ouest



Jean-Marc Mormeck entouré des collégiens.

Jean-Marc Mormeck entouré des collégiens.

Photo CO - Étienne LIZAMBARD





LA SEMAINE

8 L'esprit d'entreprendre selon Jean-Marc Mormeck

Voir débouler le septuple champion du monde de boxe, devenu délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outre mer, dans la cour du collège Pierre Mendès-France de la Rochelle : qui l'eût cru ?



Pour Jean-Marc Mormeck, la réussite est indissociable du travail

Et pourtant c'était bel et bien lui, Jean-Marc Mormeck, le vendredi 8 décembre dans son costume qui lui allait comme un gant. De boxe ? Non pas vraiment car le 5 décembre 2014, le champion a décidé de les raccrocher. Depuis, le 17 mars 2016, le Guadeloupéen a été nommé délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outre mer par le Président de la République et son Premier Ministre. Une tâche que l'ex-champion mène à bien et qu'il décline au-delà de ses prérogatives. En effet, Jean-Marc Mormeck n'hésite pas à parler de « promouvoir l'égalité des chances pour tous et partout ».

Devant 39 élèves de 3^e et 4^e -« tous étaient volontaires »,

insiste le principal du collège-, la stature du colosse en impose. Mormeck a de beaux restes. Mais ce n'est pas uniquement pour parler de boxe que le délégué a fait le déplacement jusqu'à eux. « C'est le parrain de notre seconde opération, la semaine de l'entrepreneuriat dans les quartiers », explique Béatrice Viannay-Galvani, la déléguée générale de l'association d'intérêt général 100 000 entrepreneurs. Et de préciser : « Il mouille le maillot ».

En 2016, 2 200 jeunes avaient été sensibilisés par l'association, en partenariat avec le fonds d'investissement à vocation sociale Impact partenaires, à l'envie d'entreprendre. Ils seront 10 000 cette année. Alors quand Jean-Marc Mormeck se met à parler de l'envie qui l'a toujours animée, le discours devient percutant, encore plus face à un auditoire d'élèves scolarisés dans un collège du réseau d'éducation prioritaire renforcé (REP +). Un mot revient inlassablement sur le tapis : travail !

« On a tous des rêves »

D'anecdotes en anecdotes écrites au fil de sa carrière, il en est question. « Venir à l'école, c'est déjà entreprendre car on entreprend pour demain. On a tous des rêves », explique le champion avec beaucoup de pédagogie. Et de finir par exposer quel avait été le sien : « Je voulais devenir champion du monde de boxe ». Des débuts difficiles, assis à regarder les autres, car arrivé en retard à l'entraînement. Puis la gloire quelques années et, quelques bonnes doses de sueur plus tard, ce premier titre de champion du monde décroché le 23 février 2002.

À Mendès-France, Mormeck a frappé fort mais surtout marqué les esprits et fait des émules, sans jeter l'éponge. ■

par Yannick Picard

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

« 10 000 jeunes



LE FAIT DU JOUR

DEPARTEMENTALES

L'emploi des jeunes, la grande priorité de Muriel Pénicaud

Muriel Pénicaud, ministre du Travail, est arrivée hier en fin d'après-midi en Martinique. Elle doit rencontrer aujourd'hui les partenaires sociaux, lancer la semaine de l'entrepreneuriat dans les quartiers de la politique de la ville, inaugurer le pôle consulaire de formation de la CCI, notamment.

Arrivée hier en fin d'après-midi, en provenance de la Guadeloupe, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, repartira ce soir. Qu'à cela ne tienne, pour cette visite express, l'agenda s'avère pour le moins chargé. En outre, la venue en Martinique d'une représentante de ce ministère est extrêmement rare. « Nous avons beaucoup de sujets à évoquer avec la Collectivité, les partenaires sociaux mais aussi avec tous les partenaires de l'apprentissage, de la formation », annonce d'ores et déjà Muriel Pénicaud. « Ma grande priorité sera l'apprentissage, la formation, l'emploi des jeunes, ainsi que le dialogue social, puisqu'avec ma collègue, Annick Girardin, ministre des Outre-mer, nous aurons ce lundi une table ronde, dans le cadre des Assises des Outre-mer, sur le dialogue social ». Cette rencontre avec les partenaires sociaux débutera ce matin à 8 h 15 en préfecture. La Martinique reste l'un des territoires les plus touchés par le chômage. Que va proposer Muriel Pénicaud pour endiguer ce fléau ? « Ce

n'est pas la ministre du Travail qui crée les emplois, je pense que tout le monde en est conscient », insiste-t-elle. « Ce que l'on peut faire, en revanche, c'est aider les acteurs socio-économiques à avoir un environnement favorable pour le développement de l'emploi et notamment l'emploi des jeunes. On ne peut pas avoir une si grande partie de la population jeune qui vit avec peu d'espoir ».



« Nous avons beaucoup de sujets à évoquer avec la Collectivité, les partenaires sociaux mais aussi avec tous les partenaires de l'apprentissage, de la formation », a expliqué hier Muriel Pénicaud à son arrivée. (Wilfrid Téreau/ France-Antilles)

LA CITÉ DU GOÛT ET DES SAVEURS

À 9 h 30, la ministre du Travail lancera la semaine de l'entrepreneuriat dans les quartiers « politique de la ville », organisée par l'association 100 000 entrepreneurs. Une initiative placée sous le haut patronage de Jean-Marc Mormeck, délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'Outre-mer.

À 11 h 30, Muriel Pénicaud inaugurerà le pôle consulaire de formation de la chambre de commerce, situé à Schoelcher.

À 14 heures, elle verra le projet de la cité du Goût et des Saveurs du CFA de Rivière-Salée, un projet de création de lycée gastronomique porté par la chambre de métiers et de l'artisanat. Enfin, à 17 h 15, elle inaugurerà l'agence de Pôle emploi de Sainte-Marie. ■

par J-M.a.



Jean-Marc Mormeck : « Il faut vivre ses rêves et pas rêver sa vie »

À l'entrée du collège Front-de-Mer à Pointe-à-Pitre, des élèves de Segpa (1) vous accueillent et vous conduisent sous le préau de l'établissement où se déroule la première partie de la manifestation.

C'est dans leur établissement que sera signée la convention de partenariat entre le rectorat et l'association 100 000 entrepreneurs, qui a pour but de développer la relation école-entreprise sur le territoire.

Et ce, en présence d'un invité de marque pour lequel ils ont préparé une série d'animations, Jean-Marc Mormeck, délégué interministériel à l'Égalité des chances des Français d'Outre-mer. Lançant par la même occasion « la semaine de l'entrepreneuriat dans les quartiers ». Un quartier que « J2M » connaît puisqu'il y est né, ou presque, et où il a vécu sa prime enfance.

CRÉER SON ENTREPRISE

« Il faut vivre ses rêves et pas rêver sa vie, a-t-il dit à l'assistance. Je suis aussi un jeune qui a grandi dans un quartier prioritaire. » Au collège, 60% des élèves sont issus de milieux défavorisés. L'établissement accueille une Segpa et 2 Ulis (unités localisées pour l'inclusion scolaire).

« Dans un contexte d'employabilité qui est compliqué pour nos jeunes sur notre territoire, il est important de les sensibiliser à la création d'entreprise et ce, de manière très précoce, même dans un collège, a souligné le recteur Camille Galap. Car s'ils ne trouvent pas de travail dans une entreprise, ils pourront créer leur entreprise. »

L'autre signataire de la convention, l'association 100 000 entrepreneurs - dont la déléguée générale a fait le déplacement - existe localement depuis l'an dernier. Le réseau en cours de construction compte 150 entrepreneurs. « Les enseignants font des demandes d'intervention puis nous allons dans les classes. Nos entrepreneurs sont formés à ces interventions qui durent 1h30 à 2 heures et au cours desquelles ils sensibilisent les élèves à l'entreprise à travers leur parcours », explique Valérie Larifla, la déléguée régionale du pôle Antilles.

En 2018, 3 500 jeunes de la 4e à l'université devraient rencontrer des chefs d'entreprise. Valérie Larifla, s'appuyant sur l'expérience de l'an dernier, avance un taux de satisfaction des deux parties de plus de 95%. Et 100% des entrepreneurs disent vouloir renouveler l'expérience.

(1) Section d'enseignement général et professionnel adapté.

Le témoignage de Mormeck aux élèves

« Qui rêve de monter une entreprise ? ». Face aux collégiens installés en face de lui dans le centre de documentation et d'information du collège, Jean-Marc Mormeck lance la discussion. Une élève lui répond vouloir se lancer dans le mi-

lieu des cosmétiques parce qu'elle aime cela. Puis le délégué interministériel prend la parole et se confie sur son parcours. Lui qui est né à Pointe-à-Pitre et a vécu ses premières années dans le quartier où ils vont à l'école. « Je suis parti à l'âge de six ans rejoindre mon père en pensant que cela allait être des vacances, que j'allais voir la Métropole, revenir en Guadeloupe et raconter ce que j'ai vu. » Mais il ne reviendra pas. « Le fait de rester là-bas, cela m'a attristé. J'ai été à l'école et j'ai eu un blocage. Je voulais retourner (en Guadeloupe) car j'avais toutes mes habitudes et ma mère », poursuit-il. Face à cette perte de repères et persuadé qu'en se comportant mal, on le renverrait au pays, il s'est dit : « Je ne vais rien faire. » Une bien mauvaise idée, confie-t-il aux collégiens attentifs. « C'est pour cela que je suis là aujourd'hui, pour parler de l'importance de l'école. Pour ne pas rater beaucoup de choses. » Pour qu'il ne soit pas trop tard. « Vous avez la liberté de plein de choses, insiste-t-il. Vous êtes chez vos parents, on ne vous demande qu'une chose : allez à l'école, écoutez les profs, posez des questions si vous en avez et travaillez. »

SE POSER LES VRAIES QUESTIONS

« On parle d'entreprise, on parle de plein de choses mais si vous n'apprenez pas, on ne peut pas réaliser les choses ou plutôt, on se donne plus de difficultés pour les réaliser », a-t-il affirmé. À 15 ans, Jean-Marc était au final comme nombre d'entre eux. Il ne savait pas ce qu'il voulait faire mais commençait à se poser les bonnes questions. Les vraies. « J'étais moi aussi dans un quartier prioritaire, difficile et je me suis demandé si je voulais y rester toute ma vie. » La réponse fut non. Il se prendra « vraiment en main », se concentrera sur ce qu'il faisait et le travail finira par payer. Mais le plus important, au final : toujours croire en ses rêves. « Nous étions dans la cité, parfois dans les halls. On discutait entre nous. Un jour, j'ai dit aux copains que je serais champion du monde (de boxe). On m'a dit : « Jean-Marc, ce n'est pas possible. Pas chez nous. Aux États-Unis oui, mais pas chez nous ». Mais moi je savais que je deviendrais champion du monde mais qu'il fallait que je travaille pour cela ».

La suite de l'histoire, on la connaît... Et dans la vie, comme sur le ring, il faut respecter l'autre et ne pas le sous-estimer.

L.B.-S.

Magali Jaron, directrice de la Segpa : « En contact avec les entreprises »

« Nous avons un partenariat avec le port de croisières. Les élèves de la section vente de la Segpa, en partenariat avec celle de Lamentin, iront vendre les objets qu'ils fabriquent.

Nous travaillons dans l'esprit de rapprocher les élèves du monde de l'entreprise. Ils ont des stages en 4e et en 3e, d'une durée totale de huit semaines. Par conséquent, ils sont vraiment en contact avec les entreprises. La finalité est qu'ils intègrent un lycée professionnel et qu'ils aient les mêmes chances que les autres. »

3 500

En vertu de la convention de partenariat entre le rectorat et l'association 100 000 entrepreneurs, cette année, il est prévu de sensibiliser à l'entreprise, 3 500 jeunes de la 4e à l'université.

Quand Mormeck motive les lycéens

Hier après-midi, au siège du Crédit agricole, Jean-Marc Mormeck, délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'Outre-mer, a rencontré ses filleuls, 212 mini-entrepreneurs engagés dans l'opération Entreprendre en lycée.

Délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'Outre-mer, Jean-Marc Mormeck a profité de sa visite en Guadeloupe pour rencontrer l'ensemble des mini-entrepreneurs engagés dans l'opération Entreprendre en lycée, édition 2017/2018. Hier après-midi, au siège du Crédit agricole, à Petit-Pérou (Les Abymes), les 212 lycéens et la soixantaine d'encadrants étaient face à l'ancien boxeur et actuel haut fonctionnaire, qui a accepté d'être le parrain de la manifestation.

Tout au long de son intervention, Jean-Marc Mormeck leur a rappelé combien il était important de persévérer. « Avant d'y arriver, j'ai aussi connu beaucoup d'échecs, mais quand on travaille, même si on tombe, on remonte et on repart, a-t-il indiqué. Le travail a fini par payer. J'ai fait neuf championnats du monde et j'en ai gagné six. »

Le parrain de l'opération Entreprendre en lycée a aussi expliqué à ses filleuls qu'être à l'écoute des autres est primordial pour faire avancer ses projets.

VISER L'EXCELLENCE

« Le faire ensemble est selon moi plus important que le vivre ensemble. Le faire ensemble, c'est ce que vous êtes en train de faire. Vous construisez ensemble, vous apprenez à vous connaître et ça, c'est super-important. Il n'y a que comme cela qu'on progresse, en étant à l'écoute des autres. C'est ce que je continue à faire, en tant que délégué interministériel, avec mes collaborateurs. Nous essayons de trouver des solutions à des injustices qui existent depuis longtemps. »

Pour cette édition, 30 mini-entreprises ont été créées en début d'année scolaire. Mi-mai, leurs membres devront convaincre le jury. Les projets sont divers et variés. Ils vont de la promotion touristique à la fabrication de serres autonomes, en passant par la conception de savons à base de fruits et fleurs du pays destinés aux enfants. « On peut tout matérialiser, a ajouté le délégué interministériel. Il suffit de se donner les moyens en travaillant. Il y a la réussite et l'excellence. Moi, je vise l'excellence. »

En seconde partie de rencontre, lors de la séance questions/ réponse, Jean-Marc Mormeck a raconté de nombreuses anecdotes à ses filleuls. Des petites histoires sur sa carrière qui ont bénéficié d'applaudissements nourris.

Estelle VIRASSAMY

Entreprendre en lycée, késako ?

Entreprendre en lycée est une démarche pédagogique de sensibilisation à la culture entrepreneuriale. Des mini-entreprises, composées de plusieurs jeunes et d'encadrants, simulent le fonctionnement d'une entreprise, en situation concrète. Accompagnées par des partenaires institutionnels et professionnels,

elles élaborent un business plan (étude de marché, plan marketing, plan de communication, recherche de financement), puis exploitent leur mini-entreprise.

BIO EXPRESS

Né en 1972, à Pointe-à-Pitre, Jean-Marc Mormeck a grandi à Bobigny. Le jeune homme y découvre la boxe à l'âge de 15 ans. Passé professionnel en 1995, le boxeur français décroche son premier titre de champion de France des poids mi-lourds. En 2002, il est sacré champion du monde des poids lourds-légers WBA. Au final, six fois champion du monde, il unifiera à deux reprises les ceintures WBA et WBC en 2006 et 2007. Fait Chevalier de la Légion d'honneur, en novembre 2013, par Victorin Lurel, alors Ministre des Outre-mer, Jean-Marc Mormeck est engagé de longue date contre le racisme et toutes les formes de discrimination. Le boxeur met sa notoriété au service d'actions initiées notamment par la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Dilcra) ou au coeur des prisons. Le 24 mars 2016, en Conseil des ministres, Jean-Marc Mormeck est nommé délégué interministériel pour l'Égalité des chances des Français d'Outre-mer.

Max Nelson, délégué académique à la formation professionnelle initiale et continue : Le groupe vainqueur ira au Québec »

« Chaque établissement a la liberté de son organisation. Nous préconisons 3 heures par semaine. Le challenge prend fin à la mi-mai, par un entretien au cours duquel les élèves présentent leur projet, sur différents aspects. On déterminera ensuite les différents prix, notamment le lauréat. Cette année, le groupe vainqueur ira rencontrer des chefs d'entreprises innovantes et des start-up, au Québec, pour découvrir des choses différentes. »

Son programme aujourd'hui

- De 9 à 11 heures : Lycée Louis-Delgrès au Moule : semaine de l'entrepreneuriat dans les quartiers
- 11 heures : Visite de l'école régionale de la 2e chance au Moule
- 15 heures : Lancement de l'appel à candidature du programme des jeunes Ambassadeurs à l'hôtel de région à Basse-Terre
- 16 h 45: visite au gymnase Daniel Cassin à Saint-Claude



Le délégué interministériel à l'Égalité des chances des Français d'Outre-mer, Jean-Marc Mormeck, est venu en Guadeloupe lancer la « Semaine de l'entrepreneuriat dans les quartiers » et s'est montré particulièrement attentif aux présentations que les élèves du collège Front-de-Mer à Pointe-à-Pitre, avaient préparées à son attention. (Dominique CHOMEREAU-LAMOTTE).



(D.C.-L.).



Certains membres de mini-entreprises ont eu quelques minutes pour présenter leur projet. (Roberto BIRHUS).



Maurice Nourel, président d'honneur du monde associatif de Lauricisque a tenu à rendre hommage à Jean-Marc Mormeck, né à Pointe-à-Pitre. (D.C.-L.).



Ce sont notamment des élèves de Segpa et en Ulis (unités localisées pour l'inclusion scolaire) qui ont assuré la préparation de la venue de Jean-Marc Mormeck. (D.C.-L.).



(Roberto BIRHUS).



par Laurence Baptiste-Salomon



POLITIQUE

DEPARTEMENTALES

La ministre retourne au lycée

Hier matin, Annick Girardin, ministre des Outre-mer, accompagnée de Muriel Pénicaud, ministre du Travail, et de Jean-Marc Mormeck, délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outre-mer, sont allés à la rencontre des élèves du lycée professionnel de Dillon, à Fort-de-France. L'occasion de lancer la Semaine de l'entrepreneuriat, dans les quartiers de la politique de la ville, avec l'association 100 000 entrepreneurs, organisatrice. Une rencontre qui a marqué ses lycéens, comme nous l'ont dit quatre d'entre eux.



(W.T./France-Antilles)

ILS ONT DIT

Cécilia, 16 ans, 1re ASSP (Accompagnement, soins et services à la personne) : « Le parcours de la ministre encourage à continuer »



(L.V.)

Cela m'a fait quelque chose de voir la ministre. J'étais fière de l'accompagner jusqu'à la classe. Je ne connaissais pas son parcours. Elle nous a appris qu'elle a eu sa fille à 15 ans et demi. Cela fait bizarre une ministre qui a un parcours comme ça. Cela donne l'envie de continuer, de ne pas lâcher prise et de se battre pour réaliser son rêve. Le mien, c'est de devenir puéricultrice.

Florane, 18 ans, classe préparatoire IFSI : « Quels aides pour les porteurs de projets ? »



(L.V.)

Une telle visite est importante, pour la Martinique et pour la Caraïbe. L'occasion de pouvoir poser nos questions, aux entrepreneurs présents et aux ministres. J'aimerais savoir ce que la ministre des Outre-mer prévoient pour les gens, les jeunes, qui voudraient par exemple implanter une structure de soins dans les campagnes, où l'on manque cruellement de professionnels de santé ?

Lionel, 19 ans, classe préparatoire IFSI (Institut de formation aux soins infirmiers) : « Une véritable opportunité pour nous »



(L.V.)

Cette rencontre est une véritable opportunité pour nous, pour pouvoir poser nos questions à quelqu'un de cette importance. Avoir l'avis d'un ministre, qui puisse nous donner des conseils, est très favorable. Son parcours est étonnant et stimulant, car il montre que tout est possible! Mon projet est d'ou-

vrir un centre de soins en Martinique, dès la fin de mes études, pour les personnes en rémission ou les personnes âgées.

Cowanne, 16 ans, 1re ASSP : « Elle est motivante et cool! »



(L.V.)

Je ne la connaissais pas. Son histoire est très encourageante. Ça motive, donne envie de continuer, de croire en nous, en nos rêves. C'est la première fois que je rencontre un ministre et elle est vraiment cool! Pour ma part, je souhaite devenir auxiliaire de puériculture. ■

par L.v.



AVRILLÉ

Avrillé L'avenir leur appartient

Mercredi dernier, à Nantes, des élèves de terminale du lycée Paul-Emile-Victor ont présenté leur projet de mini-entreprise au concours régional « Envie d'entreprendre, envie de créer. »

Ils ont entre 16 et 18 ans. Entourés de leurs enseignants Erwan Mandin (arts appliqués) et Véronique Blain (commerce), Foued, Moustapha, Baptiste, Mouna, Kara, Enes, Fatou, Diankamba, Cécilia, Amandine et Fanta se sont lancés dans la création d'entreprise. Nommé « Life after life », le concept de leur firme (sous la forme d'une association loi 1901) est limpide : « Zéro déchet pour donner une seconde vie aux produits », dévoile Kara. Parrainés par la société maugeoise La Compagnie des Tanneurs dont ils récupèrent les chutes de cuir, les entrepreneurs en herbe recyclent en confectionnant des sacs qu'ils vendent ensuite sur les marchés. De la fabrication à la vente, cette classe de « CAP employé de commerce multi spécialités » gère la chaîne de production de A à Z. Secrétariat, comptabilité, communication (des comptes Facebook, Twitter et Instagram sont dans les tuyaux), chaque lycéen joue son rôle et l'assume.

Un séminaire à l'île d'Yeu en prévision

En place pour la deuxième année de suite au lycée Paul-Emile-Victor, ce projet financé par la Région à hauteur de 1500 euros permet de « mettre les élèves en situation de manière très concrète », développe Erwan Mandin.

« Lorsqu'ils vont sur les marchés, ils se rendent compte de tout l'aspect relationnel avec le client. De plus, ils ont réussi à établir une vraie dynamique d'entreprise dont ils évaluent eux-mêmes la viabilité. »

L'année dernière, la première promotion avrillaise en lice avait terminé troisième du concours et remporté le prix « 100 000 entrepreneurs » (un réseau également partenaire de « Life after life »). D'où une légère pression pour la nouvelle génération... prête à relever le challenge : « Parfois, c'est un peu compliqué pour eux car c'est un projet qu'ils ont repris », affirme Erwan Mandet. « La motivation baisse un peu de temps en temps, explique Enes, mais depuis notre passage à Nantes, on est hyper motivé ! », clame-t-il. Un grand oral négocié à la perfection par les cinq représentants de l'équipe présents à l'Hôtel de Région, devant un parterre d'élus et de professionnels du secteur, entre autres. De quoi aussi forcer certaines natures a priori timides. D'autant que la concurrence est rude. Sur les 35 mini-entreprises participantes, seules 12 seront récompensées. Un potentiel trophée que les jeunes Avrillais partageraient avec leurs voisins du lycée Carnot-Bertin de Saumur. Les deux dossiers ayant fusionné.

Comme toute entreprise qui se respecte, à la veille d'une échéance importante, les jeunes patrons partiront en séminaire. A l'île d'Yeu précisément, juste avant un ultime détour face au jury et la remise des prix, le 17 mai prochain. Un voyage que leurs prédécesseurs avaient effectué l'année dernière, durant trois jours. Le tout financé par le chiffre d'affaires de leur société. « Notre objectif, cette année, c'est de faire assez de bénéfices pour y rester une semaine », sourit Enes. Un défi qui pourrait en appeler d'autres. Lorsqu'on leur demande si, après leurs études, tous pourraient se lancer dans la création d'entreprise, le « oui » s'avère franc et massif. ■



Avrillé, lycée Paul-Emile-Victor, hier. Toute l'équipe du projet « Life after life », avec ses sacs en cuir recyclé, pourrait être récompensée, en mai prochain, au concours « Envie d'entreprendre, envie de créer ».

par Michaël Klawinski
Redac.avrille@courrier-Ouest.com



Un site de rencontres pour jeunes et entrepreneurs

Un site de rencontres pour jeunes et entrepreneurs

Depuis plus de 10 ans, l'association 100 000 entrepreneurs met en relation, à travers toute la France, des jeunes de 13 à 25 ans et des entrepreneurs. Avec un objectif précis : transmettre la culture et l'envie d'entreprendre.

Visiter les écoles ! L'idée à de quoi surprendre. Comme si les établissements scolaires poussaient hors-sol. Sans le moindre contact avec le monde extérieur. Ses dangers. Ses opportunités. Ses richesses.

« **Se rencontrer, échanger, partager** »

« **Pendant de nombreuses années, écoles et entreprises ont vécu en parfaite ignorance,** » rappelle Aurélie Champion, déléguée régionale de l'association 100 000 entrepreneurs pour les Pays de La Loire et la Bretagne. « **Mais l'époque a changé. Se rencontrer, échanger, partager, c'est essentiel. Et puis le bénéfice est réciproque. Les jeunes ont besoin de connaître l'entreprise pour se projeter dans l'avenir. C'est vrai aussi pour les entreprises.** »

Mais l'ambition de 100 000 entrepreneurs va au-delà de ce croisement fertile et nécessaire : « **L'idée ne consiste pas à transformer tous les jeunes en de futurs entrepreneurs ou intrapreneurs. Mais de leur montrer qu'on peut faire des choses à condition de s'en donner les moyens. Entreprendre, c'est être acteur de sa vie, de son projet personnel.** »

D'un point de vue opérationnel, c'est très simple. Les candidats, qu'ils soient enseignants ou professionnels s'inscrivent sur le site. Et l'association s'occupe de la mise en relation !

700 jeunes

En 2016, l'association aura organisé pas moins de 2 221 témoignages à travers l'Hexagone dont 342 en Pays de la Loire et Bretagne. Presque un par jour. Et touché près de 700 jeunes.

Un réel motif de satisfaction pour Aurélie Champion : « **Chaque témoignage est préparé en amont. Le parcours de l'entrepreneur est fédérateur mais on insiste aussi beaucoup sur la conjoncture économique et les enseignements. Le français, les maths, l'anglais... Plus que des cours ce sont des compétences utiles dans le monde du travail.** »

100 000 entrepreneurs interviennent à partir de la quatrième et bien après. Aussi bien dans les filières générales que techniques et professionnelles ou dans les centres d'apprentissage et auprès des élèves décrocheurs.

« **Nous avons également deux priorités : sensibiliser les jeunes à l'entrepreneuriat féminin et travailler avec les jeunes issus des quartiers défavorisés qui représentent aujourd'hui 35 % de nos interventions.** »

Et parfois ces rencontres sont l'opportunité d'aller plus loin : « **Parfois c'est une visite. Parfois un stage. Ou encore une alternance. Les jeunes sont beaucoup plus intéressés par le sujet que ce qu'on pourrait croire. Il suffit de leur faire confiance.** »



Aurélie Champion, déléguée régionale de l'association 100 000 entrepreneurs pour les Pays de La Loire et la Bretagne.

Aurélie Champion, déléguée régionale de l'association 100 000 entrepreneurs pour les Pays de La Loire et la Bretagne.

DR



La nouvelle vie de l'ancien boxeur Jean-Marc Mormeck

Jean-Marc Mormeck, qui possède l'un des plus beaux palmarès en France, était de passage hier après-midi sur le festival Lettres et images du sport.

La page de sa carrière à peine refermée, une autre a été ouverte. Jean-Marc Mormeck, sextuple champion du monde de boxe dans les catégories lourd-léger et lourd, a rangé ses gants un soir de décembre 2014, après une défaite aux points face au Polonais Masternak. « J'ai tourné la page. Un autre combat m'attend », explique posément celui qui a reçu les insignes de Chevalier de la Légion d'honneur en 2013.

Promoteur de l'égalité
des chances

Le 17 mars 2016, Jean-Marc Mormeck est nommé en conseil des ministres par le Président de la République et le Premier ministre délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'outre-mer. « Ma mission s'adresse en priorité aux jeunes ultramarins qui arrivent en métropole et qui ont des difficultés ou des problèmes d'intégration à régler », indique le natif de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe. Une mission qui lui tient à cœur, lui qui a connu ce déracinement à l'âge de 6 ans, moment où il a quitté sa mère en Guadeloupe pour venir retrouver son père en ré-

gion parisienne.

C'est en Seine-Saint-Denis qu'il fera ses premières gammes de boxeur. Devenu professionnel en 1995, sa longue carrière l'emmènera notamment à s'installer aux États-Unis et à travailler sous les ordres du réputé et sulfureux promoteur Don King.



Jean-Marc Mormeck, ici aux côtés de Nicolas Zeisler, écrivain et auteur de « La beauté du geste », a évoqué durant près d'une heure sa carrière de boxeur et sa nouvelle vie au service de l'État.

“ Renvoyer l'ascenseur ”

Sa carrière terminée, Jean-Marc Mormeck veut « renvoyer l'ascenseur », selon l'expression consacrée. Avec l'association 100.000 entrepreneurs et Impact partenaires, société de gestion à vocation sociale, il a lancé en janvier dernier la première édition de la Semaine de l'entrepreneuriat dans les quartiers soutenus par une politique de la ville. « Rien ne doit empêcher un jeune lycéen aujourd'hui

d'être un entrepreneur, et surtout pas lui-même, assure-t-il. Lui donner confiance, ouvrir les portes des réseaux, lui faire découvrir l'entreprise, c'est notre rôle, presque notre devoir. » Au niveau politique, il se dit favorable à l'instauration de quotas pour l'embauche de jeunes issus des banlieues. « Aujourd'hui, le sport n'est pas le seul moyen pour eux de s'élever socialement. Des jeunes issus des quartiers ont des diplômes mais sous prétexte qu'ils ont des noms à consonance étrangère, ils ne trouvent pas d'emploi. Alors oui, je suis pour les quotas mais dans un premier temps, c'est une étape nécessaire pour faire tomber les barrières », conclut Jean-Marc Mormeck.

Bruno Bouchet

Jean-Marc Mormeck, ici aux côtés de Nicolas Zeisler, écrivain et auteur de « La beauté du geste », a évoqué durant près d'une heure sa carrière de boxeur et sa nouvelle vie au service de l'État. ■

par Bruno Bouchet





Près de sept jeunes sur dix ont une vision « positive » de l'entreprise

Sensibiliser les générations futures au monde de l'entreprise. Tel est l'objectif de l'organisation patronale CroissancePlus qui rassemble ce jeudi à Bercy, en partenariat avec l'association 100 000 entrepreneurs, pas moins de 400 jeunes de 16 à 20 ans pour leur « raconter l'entreprise ». Une manifestation inédite ouverte par Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, qui accueillera quelques « guests », comme les philosophes Gaspard Koenig et François Bellamy, invités à livrer « *un regard croisé sur l'école et l'entreprise* ». Pour cerner les aspirations de

cette classe d'âge, une enquête sur « Les jeunes et l'entreprise » a été réalisée par l'institut Viavoice. Point de départ encourageant, 67 % ont une vision « positive » de l'entreprise, même si 37 % trouvent cet univers... stressant. S'ils sont 64 % à juger que l'entreprise n'est pas suffisamment à l'écoute de leurs attentes, 62 % considèrent par ailleurs que l'école ou l'université ne prépare pas bien à la vie en entreprise. Ils sont, malgré tout, 68 % à déclarer avoir une idée positive de ce qu'ils souhaitent faire plus tard. Si 89 % estiment que les stages facilite-

ront leur entrée dans l'entreprise, ils sont aussi 79 % à considérer que leur démarrage dans la vie active se fera via le réseau. « *Engageons l'entreprise à proposer ce dont elle a besoin et structurons l'offre et la demande au travers de stages, et surtout multiplions-les !* », plaide Jean-Baptiste Danet, le président de CroissancePlus, à l'origine de ce « *Spring Campus des jeunes* » qui sera conclu par des tables rondes sur la création et l'entrée dans l'entreprise. ■

par Corinne Caillaud





FIGARO-CI ... FIGARO-LÀ

400 jeunes à la rencontre de l'entreprise avec Bruno Le Maire à Bercy



« Raconte-moi l'entreprise » sera le thème de la journée organisée par CroissancePlus, en partenariat avec 100 000 entrepreneurs, pour 400 jeunes de 16 à 20 ans, le 23 novembre à Bercy. Bruno Le Maire introduira la matinée. Les jeunes auront ensuite une « petite leçon de stratégie » de Xavier Fontanet, ancien président d'Essilor. Les philosophes Gaspard Koenig et François Bellamy porteront un regard croisé sur l'école et l'entreprise et la vice-championne olympique de boxe, Sarah Ourahmoune,

s'exprimera sur le thème « soyez audacieux ». Jean-Michel Blanquer adressera un message personnel aux jeunes pour clôturer l'événement. ■





Jean-Marc Mormeck veut donner aux jeunes l'envie d'entreprendre

L'ancien champion de boxe, aujourd'hui délégué interministériel pour l'Égalité des chances, est intervenu hier auprès d'élèves du lycée Honoré-de-Balzac.

Mitry-Mory

Par Hendrik Delaire

« Nous sommes tous égaux face à nos rêves, mais pour qu'ils se réalisent, il faut toujours travailler ! » C'est le message qu'a martelé hier Jean-Marc Mormeck à 70 élèves de première et de terminale du lycée polyvalent Honoré-de-Balzac à Mitry-Mory.

Délégué interministériel pour l'Égalité des chances depuis mars 2016, sans étiquette politique, l'ex-champion de boxe est intervenu au lycée Balzac dans le cadre de la seconde édition de la Semaine de l'entrepreneuriat dans les quartiers. L'objectif de cette intervention, organisée par les associations 100 000 entrepreneurs et Impact partenaires, est d'éveiller les lycéens à l'esprit d'entreprise.

Et pour donner le goût de l'entrepreneuriat à ces élèves de première et de terminale Sciences et technologies du management et de la gestion (STMG), Jean-Marc Mormeck a chaussé sa casquette de sextuple champion du monde de boxe plutôt que celle de délégué interministériel.

« Je suis arrivé de Guadeloupe pour vivre à Bobigny à l'âge de 6 ans. Plus tard, j'étais comme certains d'entre

vous, je ne savais pas ce que je voulais faire. J'ai quitté l'école avec un CAP mais lorsque j'ai découvert la boxe avec Mike Tyson, j'ai décidé que je deviendrais champion du monde ! Je me suis entraîné d'arrache-pied. Je travaillais en parallèle dans la sécurité. »

Face aux questions directes sur ses revenus et son train de vie, l'ancien pratiquant du noble art n'esquive pas et joue cartes sur table. Voitures de luxe, gains de plusieurs centaines de milliers d'euros pour des combats devant Jennifer Lopez ou Denzel Washington, Mormeck le répète à l'envi : son ascension sociale est accessible à chacun s'il s'en donne les moyens.

« Pour certains, gagner beaucoup d'argent semble la principale motivation. Il faut faire de cet attrait un levier pour leur expliquer que l'entrepreneuriat, ce n'est pas forcément créer une entreprise mais se prendre en main. Les conseils de leurs parents et de leurs enseignants leur seront précieux ainsi qu'un diplôme qui est un véritable permis de travail », explique le délégué interministériel qui a fait de l'insertion professionnelle des jeunes des quartiers et d'outre-mer son principal cheval de bataille (lire encadré).

Et lorsqu'une lycéenne lui demande si sa couleur de peau a parfois été un obstacle dans sa vie, Jean-Marc Mormeck coupe court : « Si vous adoptez une tenue et une attitude correctes, on oubliera votre couleur de peau, il n'y a pas de fatalité ! »

« Son parcours a valeur d'exemple et rend plus concret notre message », confie Béatrice Viannay-Galvani, déléguée générale de l'association 100 000 entrepreneurs, qui a expliqué aux adolescents l'existence de dispositifs d'accompagnement à la création d'entreprises.

« Après cet échange, j'ai réalisé que tout le monde peut réussir. J'ai appris qu'on pouvait être aidé pour créer son entreprise », confie Mathys, 19 ans, qui aimerait lancer sa société dans le secteur médical. ■



Mitry-Mory, hier après-midi. Train de vie, voitures de luxe, revenus... Face aux lycéens, Jean-Marc Mormeck (SE) a joué cartes sur table.

par @leparisien_77



Canal 10



Jean-Marc Mormeck à la rencontre de la jeunesse guadeloupéenne

Jean-Marc Mormeck, délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outremer, sera en Guadeloupe du 15 au 18 janvier. Son programme est chargé.

Programme extrêmement chargé pour Jean-Marc Mormeck à l'occasion de sa visite de 4 jours en Guadeloupe. A compter de ce lundi, le délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outre-mer multipliera les rencontres, tout particulièrement avec la jeunesse de notre archipel.

Ce déplacement le conduira à lancer la semaine de l'entrepreneuriat dans les quartiers. Il proposera aux lycéens de Guadeloupe d'intégrer le programme des Jeunes ambassadeurs en partenariat avec l'Ambassade des Etats-Unis et étendra la plateforme Egalité Emploi aux Antilles.

Jean-Marc Mormeck ira à la rencontre des jeunes du RSMA, ainsi que des sportives du Pôle espoir féminin de hand-ball à Saint-Claude. Il parrainera une classe de BTS du lycée Chevalier de Saint-Georges, fidèle à son engagement et à sa proximité avec les jeunes, forces vives d'aujourd'hui et de demain.

Ce lundi

- Signature de la convention de partenariat sur la Semaine de l'entrepreneuriat avec le Rectorat de la Guadeloupe et les partenaires de l'opération, au collège du front de mer, à Pointe-à-Pitre.

La seconde édition de la Semaine de l'entrepreneuriat dans les quartiers est organisée par 100 000 entrepreneurs et IMPACT partenaires et soutenue par l'Agence France Entrepreneur (AFE). Cette opération vise à rapprocher les jeunes des quartiers populaires de l'hexagone, des Outre-mer et les entrepreneurs grâce à des témoignages interactifs de chefs d'entreprise bénévoles auprès d'élèves de filières générales, techniques et professionnelles ou de jeunes décrocheurs. Ces rencontres dans les classes permettent d'établir un dialogue intergénérationnel et d'éveiller l'esprit d'entreprendre au sens large à un moment où les jeunes réfléchissent à leur orientation professionnelle.

- Rencontre avec l'ensemble des mini-entreprises participantes à l'opération «Entreprendre en lycée», au Siège du Crédit agricole mutuel, à Petit-Pérou, aux Abymes.

« Entreprendre en lycée » est une démarche pédagogique de sensibilisation à la culture entrepreneuriale : des mini-entreprises composées de plusieurs jeunes et d'encadrants simulent le fonctionnement d'une entreprise, en situation concrète. Etude de marché, plan marketing, plan de communication, recherche de financement, leur permettent d'élaborer un business plan puis d'exploiter leur mini-entreprise.

Ce mardi

- Rencontre avec les lycéens, échanges sur la semaine de l'entrepreneuriat dans les quartiers, au lycée Louis-Delgrès, au Moule
- Visite de la structure, échanges avec les jeunes stagiaires et les personnels de L'école régionale de la 2ème chance, au Moule
- Lancement de l'appel à candidature du programme des jeunes Ambassadeurs, à l'Hôtel de région, à Basse-Terre

L'ambassade des États-Unis d'Amérique à Paris, la Délégation interministérielle pour l'égalité de chances des Français d'Outre-mer (DIEFCOM) et le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET) invitent les lycéens de Guadeloupe et de Martinique à faire acte de candidature pour intégrer le programme des Jeunes Ambassadeurs de l'Engagement Associatif.

En tant que Jeune Ambassadeur de l'Engagement Associatif, ils représenteront la France et participeront à Paris et à Washington à des rencontres et des débats avec des associations et des jeunes sur les thématiques de la diversité culturelle, l'identité, l'égalité des chances et l'engagement associatif. Lors de leur séjour aux États-Unis, en leur qualité d'acteur de terrain, ils rencontreront des acteurs associatifs américains avec lesquels ils pourront partager leur expérience professionnelle. Avant leur départ, ils participeront à des formations obligatoires, dont une formation nationale à Paris. Au retour, ils seront amenés à partager leur expérience et à trouver des moyens de l'optimiser pour qu'il puisse servir à d'autres.

- Visite du Pôle espoir féminin de hand-ball de la Guadeloupe, échanges avec les jeunes du Pôle espoir et leurs encadrants, au Gymnase Daniel Cassin, à Saint-Claude

Ce mercredi

- Voeux de Josette Borel-Lincertin, présidente du Conseil départemental, à la Résidence départementale, au Gosier
- Echanges avec la présidente du Conseil départemental et le réseau associatif Média jeunes, à l'Université des Antilles, à Pointe-à-Pitre
- Echanges avec des jeunes en alternance à Orange Caraïbes, partenaire de la plateforme Égalité Emploi, à Orange Caraïbes, à Baie Mahault

Ce jeudi

- Parrainage d'une classe de BTS du lycée Chevalier de Saint-George, au lycée polyvalent de Baimbrige, aux Aymes
- Rencontre avec les jeunes en cuisine du restaurant pédagogique et déjeuner, au RSMA, Camp de la Jaille à Baie-Mahault
- Echanges avec des jeunes en formation et pratique de la boxe
- Table ronde avec des jeunes volontaires du RSMA qui sont intervenus après le cyclone IRMA à Saint-Martin
- Présentation de la plate-forme Égalité Emploi étendue aux ultramarins dans

les territoires d'Outre-mer, en présence de représentants d'entreprises partenaires du dispositif, au siège d'EDF, à Bergevin, à Pointe-à-Pitre.

Le dispositif Egalité-Emploi conçu par Jean-Marc Mormeck et mis en oeuvre avec le concours de Jeunesse outre-mer s'adresse aux jeunes en recherche de travail, de stages et de contrats de qualification. Une vingtaine d'entreprises partenaires comme EDF, Orange, France Télévision, La BRED, la SNCF, Coca Cola ont d'ores et déjà transmis plus d'un millier d'offres à pourvoir. En retour, le jeune postulant doit s'inscrire et peut alors disposer d'un accompagnement personnalisé dispensé par des professionnels des ressources humaines, qui s'étend du coaching à l'atelier de mise en situation et de développement personnel. Parce que les entreprises partenaires de cette plate-forme ont également des offres à pourvoir aux Antilles et que d'autres groupes locaux souhaitent rejoindre la plateforme, celle-ci sera étendue à la Guadeloupe et à la Martinique pour permettre aux jeunes d'avoir accès aux offres disponibles localement. De même, les jeunes diplômés antillais de l'Hexagone pourront accéder plus facilement aux offres d'emploi disponibles dans leur région d'origine.



Jean-Marc Mormeck entend rester fidèle à son engagement et à sa proximité avec les jeunes, forces vives d'aujourd'hui et de demain..





Les raisons d'espérer

Moins bien payées, moins promues, des jobs plus précaires que les hommes, des temps partiels subis, etc., au boulot, une salariée sur deux considère que le fait d'être une femme a déjà constitué un frein dans sa carrière professionnelle. Et si on changeait enfin de logiciel ?

Pas moins de neuf lois ont conduit à faire de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes une question de société, mais n'ont pas résolu les problèmes de fond. Les femmes accèdent toujours moins que leurs homologues masculins à des postes à responsabilités. Et donc, de fait, elles gagnent moins bien leur vie que les hommes (-9 %). Muriel Pénicaud, la ministre du Travail, s'est engagée à résorber cet écart d'ici la fin du quinquennat Macron. Pour cela, un (nouveau) projet de loi devrait voir le jour. À l'heure où nous bouclons, le texte n'est pas encore annoncé, mais les associations et les réseaux de femmes ont déjà déblayé le terrain en faisant quelque 25 propositions pour établir l'égalité hommes femmes au travail. Morceaux choisis.

Cas d'école. Le réseau 100 000 Entrepreneurs milite pour rendre obligatoire les interventions de rôles modèles féminins dans les collèges et lycées afin de sensibiliser les jeunes à l'esprit d'entreprendre au féminin et permettre aux jeunes femmes de faire des choix d'orientation ambitieux et moins stéréotypés.



Au boulot. Et si on permettait aux femmes, qui en feraient la demande, de consulter les feuilles de paie de leurs collègues de même "grade" (H/F) ? Cette proposition du club Dirigeantes actives 77 devrait participer à fissurer le fameux plafond de verre.

Sous contrôle. GEF (Grandes écoles au féminin) propose pour sa part d'instaurer des quotas femmes/hommes dans les instances collégiales d'exercice du pouvoir, telles que les COMEX/CODIR. À ce jour, la loi Copé-Zimmermann impose 40 % de femmes dans les seuls conseils d'administration. Évidemment, on est encore loin du compte. Du coup, le réseau Femmes Business Angels (FBA) suggère que la mission de contrôle des commissaires aux comptes porte également sur le respect de cette loi sur la féminisation des instances de gouvernance.

Carotte & bâtons. Comme en Is-

lande, l'Association française des femmes juristes préconise une certification des entreprises et des administrations respectant l'égalité salariale renouvelable tous les trois ans. À défaut, elles devraient s'acquitter des pénalités.

Récompenser les bonnes pratiques. Pour Les Premières, réseau d'entrepreneures innovantes, il serait opportun d'instaurer des mesures incitatives à la mixité dans la gouvernance exécutive des entreprises financées par Bpifrance, la banque publique d'investissement. Ainsi, toute entreprise répondant au critère de 40 % minimum d'un sexe et 60 % de l'autre sexe au sein de son exécutif pourrait bénéficier d'un avantage sur les financements octroyés par Bpifrance. Par exemple, l'allongement d'un an de la durée d'un prêt, la baisse du taux d'emprunt, etc.

Bref, on le voit, ce ne sont pas les bonnes idées et les propositions concrètes qui manquent. En attendant de savoir combien de ces vœux déboucheront sur des plans d'action, on gagnerait à ce que les entreprises respectent les lois déjà en vigueur. ■

par Textes : Sylvie Laidet

L'égalité en chiffres

en BREF

61,4 % des entreprises disposent aujourd'hui d'un accord collectif ou d'un plan unilatéral sur l'égalité homme/femme. Rappelons qu'il s'agit tout de même d'une obligation depuis 2013, et que près de 40 % des entreprises sont donc encore contrevenantes ! 82,5 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes. Bienvenue (façon de parler) au royaume de la précarité.

1 962 €. C'est le salaire moyen perçu par les femmes contre 2 410 € pour les hommes.

Cherchez l'erreur...

Maternité et paternité, même combat ?

vie de famille et CARRIÈRE

Réputées moins disponibles aux yeux de leur manager après la naissance (ou l'adoption) d'un enfant, les femmes sont moins promues que les hommes, ne bénéficient pas d'augmentation de salaire durant leur congé maternité... Bref, en France, dans un foyer, la maternité se fait presque toujours au détriment de la carrière des femmes. Plusieurs voix s'élèvent en ce moment pour rétablir l'équilibre. Ainsi, en octobre dernier, un collectif de 40 personnalités a signé, dans le magazine Causette, une pétition en faveur de l'allongement du congé paternité qui est actuellement de 11 jours. Il s'agit de « rééquilibrer le partage des tâches et de lutter contre la charge mentale des femmes », tout en limitant « l'impact de la maternité sur leur carrière », plaident les signataires de la pétition. Même discours au sein du réseau Mampreneurs qui milite en faveur du subventionnement des espaces de travail avec garde d'enfants pour les parents entrepreneurs. Sans attendre le rapport du gouvernement visant à évaluer l'opportunité d'allonger et de mieux rémunérer le congé paternité, des entreprises comme IKEA ou Microsoft se mobilisent sur le sujet. Ainsi, chez le géant informatique, le congé paternité est désormais de 6 semaines. Pour amplifier la neutralisation de la maternité dans l'évolution de la rémunération des femmes, le réseau BPW France préconise de rendre obligatoire l'application de la garantie de rattrapage à l'issue du congé maternité dans les entreprises de plus de 300 salariés. Rappelons que, selon le Centre d'études de l'emploi, les mères de trois enfants ou plus perçoivent en moyenne un salaire mensuel net plus faible de 24,9 % (15,9 % dans le secteur public) que celui des femmes sans enfant.



A quoi servent les réseaux professionnels féminins ?

Dans toutes les régions se créent des réseaux professionnels féminins affichant le même objectif: faire progresser l'entrepreneuriat féminin. Pourtant, moins de 15% des créatrices d'entreprises arriveraient à vivre de leur activité. Réseauter entre femmes, est-ce vraiment efficace pour le business?

Au menu Quel message vont bien pouvoir véhiculer les animateurs de la 6^e édition de la Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin (5-16 mars) ? La réalité des chiffres reste implacable : si les femmes représentaient en 2017 quatre créateurs d'entreprise sur dix, les entrepreneuses ne sont que 12 % à arriver à vivre convenablement de leur activité, selon les travaux de Séverine Le Loarne, professeure et responsable de la chaire de recherche Femmes et Renouveau Economique à l'École de management de Grenoble. Un constat sans ambages, qui rompt avec l'axiome de l'égalité entre hommes et femmes. « L'égalité est vraie dans le droit mais pas dans les faits, rappelle-t-elle. Les chiffres montrent que, entre 2000 et 2017, il n'y a pas eu de décollage. Il n'y a notamment que 9 % des femmes qui créent dans le domaine de la high-tech ». D'après les dernières données de l'Insee, la proportion de 40 % de femmes parmi les créateurs d'entreprise est stable depuis 2015 quand elle augmentait progressivement depuis 30 ans (elles étaient 29 % en 1987, 33 % en 2000). Plus symptomatique encore, alors qu'elles constituent la moitié des actifs en France, les femmes ne représentent que 14 % des dirigeants d'entreprises selon l'Etat des lieux de la place des femmes dirigeantes publié par KPMG en 2015. Soit à peine 1,2 point de plus qu'il y a quinze ans.

Bienveillance, confiance, confort

Pour pallier cette distorsion entre les discours et la réalité sur le terrain, les femmes s'organisent. Les réseaux féminins professionnels sont en plein boom. D'une centaine il y a encore dix ans, on est passé à près de 500 estimés aujourd'hui. Réseaux intra entreprises, sectoriels, militants, cercles fermés... Parfois très divergents dans leurs moyens - entraide, partage, promotion, business -, ils partagent le même objectif : faire progresser l'entrepreneuriat féminin et la place de la femme dans l'entreprise. « Le réseau féminin offre avant tout de la bienveillance, de la confiance et du confort. C'est déjà beaucoup quand on se lance dans l'entrepreneuriat et que l'on doit faire des choses qui sont peu confortables comme pitcher son offre, vendre ses services ou trouver des clients », décrit Carole Michelon, fondatrice du cabinet d'innovation The Big Factory et co-autrice de la 1^{re} édition de Réseaux au féminin: guide pratique pour booster sa carrière. « L'argent, le développement, la croissance sont encore tabous pour beaucoup de femmes dans le monde de l'entreprise. Il faut dépasser ça aujourd'hui » Marie Eloy, fondatrice du réseau Bouge ta boîte. Elle décrit trois catégories de réseaux féminins qui correspondent à des besoins différents : le réseau de confort (réseau d'école par exemple) peut permettre de se jeter dans le grand bain du réseautage en douceur auprès de paires ayant fait la même formation ; le réseau entrepreneurial (sectoriel, réseau d'affaires) permet d'avoir accès à un écosystème de clients et de prestataires mais aus-

si d'éviter la solitude ; le réseau transversal à dimension internationale (BPW, PWN...) peut être intéressant pour développer son activité dans d'autres pays.

S'initier au réseautage

« Tous ces réseaux sont également un formidable outil de formation pour les femmes entrepreneuses, pour leur apprendre à assumer de vouloir faire du business et réussir », assure Carole Michelin. Ils peuvent mettre le pied à l'étrier des entrepreneuses qui se lancent. « Je me suis initiée aux réseaux en intégrant Femmes chef d'entreprises il y a trois ans. C'est agréable et plus confortable pour une première approche qu'un réseau mixte car il y a beaucoup de bienveillance, d'entraide, de solidarité », raconte Meryl Delpit, PDG de Dulou Traiteur, à Bordeaux. Ça m'a aussi décomplexée par rapport à mon statut de cheffe d'entreprise et m'a permis de prendre conscience de l'importance de faire partie d'un réseau professionnel ».

Trouver des opportunités d'affaires

Fondatrice en 2014 de Femmes de Bretagne, un réseau associatif qui cible avant tout les porteuses de projet (6 000 membres), Marie Eloy a souhaité créer un réseau parallèle à destination des entrepreneuses déjà lancées, moins focalisé sur l'entraide et davantage sur le business et les résultats. « L'argent, le développement, la croissance sont encore tabous pour beaucoup de femmes dans le monde de l'entreprise. Il faut dépasser ça aujourd'hui et j'ai senti qu'il y avait une demande pour un réseau féminin dont la finalité affichée était de faire du business ». Fin 2016, elle a lancé Bouge ta boîte avec pour objectif de fédérer des dirigeantes d'entreprises de moins de 20 salariés et une ambition assumée : créer des « opportunités d'affaires » et accroître leurs revenus. C'est le premier réseau national du genre. Déjà présent dans une douzaine de villes (Paris, Lille, Lyon, Bordeaux et dans le grand Ouest), financé par BNP Paribas, Axa, la Région Bretagne, Socomore et le fonds d'investissement Raise, Bouge ta boîte a pris le parti d'adapter les codes des réseaux business mixtes aux besoins des entrepreneuses : cotisation moins onéreuse, réunions deux fois par mois à des horaires adaptés, formations ciblées et plateforme collaborative fermée. « Nous parlons de business de façon décomplexée tout en respectant les valeurs qui poussent les femmes à entreprendre », explique Marie Eloy. Dans chaque cercle de travail, volontairement limité à une quinzaine de personnes évoluant dans des secteurs d'activité différents, les entrepreneuses s'apportent des opportunités d'affaires, se recommandent entre elles, échangent des contacts et tout cela est chiffré lors de chaque réunion.

S'identifier

Le plan de développement de Bouge ta boîte, qui compte aujourd'hui 115 membres, est ambitieux: ouvrir des cercles dans 70 villes cette année, 300 fin 2019. La dirigeante de Bouge ta boîte parie sur un avantage de taille par rapport à un réseau mixte: l'identification. « Les femmes ont peu de modèles auxquels s'identifier dans le monde professionnel, à part quelques figures dans les très grandes entreprises et, plus récemment, dans le numérique. C'est ce que l'on cherche à combler car c'est primordial. S'identifier à d'autres femmes à la tête de TPE, de PME, permet de se dire que c'est possible: "elle a traversé les mêmes difficultés que moi dans son entreprise et voilà ce qu'elle a fait", "elle a déjà connu cette phase de développement et elle a réussi"... Le fait d'échanger et de s'apporter des solutions concrètes permet d'avancer plus vite. »



https://www.lejournaldesentreprises.com/sites/lejournaldesentreprises.com/files/styles/landscape_web/public/2018-02/travail-reunion-agenda-femme-feminin-collegue-business-.jpg?h=ced7346f&itok=rUEXOH74



https://www.lejournaldesentreprises.com/sites/lejournaldesentreprises.com/files/styles/landscape_web/public/2018-02/travail-reunion-agenda-femme-feminin-collegue-business-.jpg?h=ced7346f&itok=rUEXOH74

par Elodie Vallerey





VERRIÈRES-EN-FOREZ LYCÉE DU HAUT-FOREZ

Les femmes entrepreneurs sont à l'honneur cette semaine

Claire Tissier et Stéphanie Monferran, deux cheffes d'entreprises à Lézigneux et membres de l'association 100 000 entrepreneurs, ont présenté aux élèves du lycée leur parcours professionnel et l'entrepreneuriat.

Stéphanie Monferran, conseillère en image avec Purple relooking, a expliqué ce qu'est un entrepreneur aux élèves de 1^{re} ASSP (soins et services à la personne). Claire Tissier, dans la restauration avec ses plats traiteurs et son restaurant La Table de Claire, a démontré aux terminales HR (hôtel-restaurant) qu'avec de la détermination tout est possible. Elle qui a passé un bac restauration à 55 ans et suivi de nombreuses formations pour être, six ans plus tard, cheffe d'une entreprise à l'activité florissante.

contact Lycée professionnel du Haut-Forez. Tél. 04.77.97.74.20. ■





Les femmes entrepreneures dans les écoles

Des femmes entrepreneures dans des classes du 5 au 16 mars 2018. La Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin sera marquée par les forums du jeudi 8 mars 2018 de 9h à 16h au lycée Joseph-Gaillard réunissant 300

lycéens et étudiants, 7 femmes entrepreneures et Mme la Déléguée aux Droits des femmes.

Aujourd'hui encore les jeunes filles font trop souvent des choix d'orientation et de carrière éloignés de leurs

compétences du fait de stéréotypes persistants. Pour la 1ère édition en Martinique, 20 entrepreneures, intrapreneures, porteuses de projets, vont aller inspirer plus de 600 collégiennes, lycéennes et étudiantes. ■



Les entreprises mobilisées pour la jeunesse

Pour la troisième année consécutive, la JNDJ était partenaire de la Semaine de l'Industrie, du 26 mars au 1er avril.



Cette 8ème édition était placée sous le thème de l'industrie connectée avec un concours national « inventez votre objet connecté ». Ainsi, le 29 mars, des professionnels de tous les secteurs de l'économie ouvraient les portes de leur entreprise pour échanger avec collégiens et lycéens sur leur métier et leur parcours. Pour des milliers de jeunes, ces rencontres de terrain marquaient une première étape vers un projet d'orientation réaliste et choisi, conjuguant épanouissement et emploi.

NAVAL GROUP À TOULON

Le groupe présentait le domaine du naval et des métiers de l'industrie. NAVAL GROUP (Ollioules) est intervenu dans plusieurs établissements (col-lèges ou lycées).

L'objectif était de faire découvrir aux jeunes le domaine du naval et les métiers de l'industrie par le biais de présentations, témoignages et échanges d'expériences des salariés du groupe. Pour Claudine Schellino, fondatrice de la JNDJ : « En tissant des liens entre les mondes éducation et entreprise, nous déclenchons une dynamique vertueuse pour accompagner sereinement nos jeunes vers l'emploi. Les rencontres de terrain entre professionnels et jeunes sont essentielles pour renforcer l'attractivité des métiers souvent méconnus et briser les clichés et les mythes associés à certaines professions et certains secteurs d'activité ».

Elle ajoute : « Depuis 7 ans, la JNDJ invite toutes les entreprises à se mobiliser pour s'ouvrir à la jeunesse, et offre à ces rencontres un cadre d'organisation et une visibilité régionale et nationale. Chaque année, grâce à ces échanges avec les professionnels, des milliers de jeunes découvrent la formidable diversité des métiers et des savoir-faire de nos régions ».

RENCONTRE JEUNESSE ENTREPRISES

Aujourd'hui en France, plus d'1 jeune sur 5 (20,7 %) est en situation de chômage, une proportion plus de deux fois supérieure à la moyenne nationale. Claudine Schellino conclut : « Pour briser cette logique, la JNDJ fédère les initiatives des entreprises à travers toute la France et dans toutes les régions pour permettre aux jeunes de découvrir la richesse des métiers et des parcours qui existent sur leur territoire. Ces découvertes de terrain, au contact des professionnels, est incontournable pour construire un projet d'orientation choisi et réaliste, qui s'appuie sur une vision éclairée des métiers, sans cliché ni préjugé.

Alors que le gouvernement entreprend actuellement les réformes de l'apprentissage, de l'orientation et de la voie professionnelle, la 7ème JNDJ intervient comme une réponse concrète et immédiate à ces enjeux ».

• ■

LES ENTREPRISES ET INSTITUTIONS MOBILISEES

ECOLE NATIONALE DE DANSE DE MARSEILLE, ICOP FORMATIONS, PROMAN, NORAUTO, CONFISERIE FLORIAN, ICF FRANCE, FEU VERT, SANOGIA, ASL POLYCONE RIVIERA ...

LES COMPAGNONS DU TOUR DE FRANCE, ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE, 100 000 ENTREPRENEURS, INITIADROIT, FONDATION C.GENIAL, EGEE, UFCV, CHAMBRES DES METIERS ET DE L'ARTISANAT, CCI DE FRANCE, ETABLISSEMENTS DE FORMATION, CFA, COACHS D'ORIENTATION





COMMUNICATION / ÉVÉNEMENTIEL ASSOCIATIONS, CLUBS ET RÉSEAUX

La semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin est lancée

Deux semaines de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin sont organisées par l'association 100.000 entrepreneurs en partenariat avec le Réf (Réseau économique féminin) en région Auvergne Rhône-Alpes du 5 au 16 mars 2018.



La semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin mobilise plusieurs associations. Photo : Elodie Horn

Pour la sixième année consécutive, l'association 100.000 entrepreneurs, en partenariat avec plusieurs réseaux féminins, organise la semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin. « Cette semaine a été créée il y a six ans sur une proposition de Najat Valaud Belkacem, alors ministre des Droits des femmes. L'objectif de l'événement, qui se fait en partenariat avec l'Éducation Nationale, est de sensibiliser des jeunes de 13 à 25 ans à travers la France sur le sujet

de l'entrepreneuriat », souligne Fanny Lafore-Delrue, déléguée régionale Sud Est pour l'association 100.000 entrepreneurs.

Pour ce faire, l'association forme et fait témoigner des bénévoles, entrepreneurs mais aussi des personnes qui souhaitent témoigner de leur métier car il ne s'agit pas uniquement de parler d'emploi mais aussi de dédramatiser l'échec, démontrer que l'on peut changer de voie.

Attirer les femmes dans le numérique

Durant ces deux semaines, trois grands types d'interventions, au nombre d'environ 200 dans la région, sont organisés. « Il y a aura des interventions individuelles, des interventions plus sous le format du speed da-

ting mais aussi des conférences, notamment sur les nouveaux métiers du digital », précise Fanny Lafore-Delrue. Ce sont ainsi plus de 172 femmes qui témoigneront cette année dans près de 150 établissements scolaires.

Un partenariat a été organisé avec L Digital pour notamment sensibiliser les jeunes femmes aux emplois dans ce secteur. « C'est déjà un secteur en tension mais qui a en plus vraiment du mal à recruter des femmes alors que sur les 5 prochaines années, 8 postes sur 10 créés en Auvergne Rhône-Alpes le seront dans ce domaine. On invente le monde de demain et il est important que les femmes en fassent partie », souligne Virginie Boissimon Smolders de la Fondation L Digital. ■

par Elodie Horn





TARAREÉDUCATION

Notre-Dame-de-Bel-Air : les 4e en quête d'emplois

Vendredi, les trois classes de 4^e du collège Notre-Dame-de-Bel-Air ont organisé et participé à un forum des métiers. Quinze professionnels : police scientifique, gendarme, boulanger, architecte, éducateur sportif, éducateur spécialisé mandataires judiciaires à la protection des majeurs, aide médico-psychologique, boulanger, chef cuisinier, informaticienne, compagnon du devoir, hôtesse de l'air, sage-femme, médecin urgentiste, infirmière et technicien de laboratoire en microbiologie représentaient un vaste choix. Emmanuelle Deflandre, la directrice, explique : « C'est un temps fort dans le parcours à venir pour les élèves. Les parents

sont partenaires. Les 4^e ont fait une fiche de préparation avec leur professeur principal. Ils devaient rencontrer quatre professionnels dans des ateliers de 15-20 minutes où ceux-ci expliquaient leur parcours et leur profession. En classe, ils feront un bilan avec leur professeur. Et de poursuivre : nous organisons des stages d'observation professionnelle dès la fin de la 4^e. Ça les ouvre au monde professionnel. Certains trouvent des stages lors des rencontres. C'est très important pour nous de s'ouvrir sur les professions, les associations. Une dizaine d'élèves en découverte professionnelle ont organisé ce forum qui leur a permis de découvrir des

compétences autres qu'en classe. Nous faisons ce forum depuis trois ans. Le collège a aussi une rencontre dans l'année avec 100 000 Entrepreneurs, association de personnes ayant monté leur entreprise, qui viennent faire découvrir leurs métiers. » ■





38H-38H

ÉDUCATION LES INTERVENANTES ONT PRÉSENTÉ LES ENJEUX DE L'ÉGALITÉ HOMME-FEMME LORS DE TABLES RONDES Au lycée Vaucanson, l'entrepreneuriat féminin est abordé

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, le jeudi 8 mars, le lycée Vaucanson, en partenariat avec STEM (Science, Technologie, Ingénierie et Mathématiques), le groupe "100 000 entrepreneurs" et "Parité Femme-Homme", a organisé une rencontre avec une soixantaine d'élèves du lycée.

Il s'agissait pour les intervenantes, toutes des cheffes d'entreprises ou ingénieures, de présenter aux lycéens les enjeux de l'égalité femme-homme dans les métiers issus des STEM.

Au cours des dernières années, la participation des femmes en STEM

s'est considérablement accrue. Mais bien que l'on observe des signes encourageants de progrès, les femmes demeurent toujours sous-représentées en sciences alors qu'elles occupent environ 30 % des emplois de chercheurs à travers le monde. De plus, très peu d'entre elles occupent des positions de prise de décisions, selon les données de l'Institut de statistiques de l'UNESCO.

Des tables rondes ont été organisées dans le but de transmettre aux lycéens présents les bases de la compréhension de la mixité professionnelle, l'intérêt que cela engendre pour le développement des STEM et les enjeux pour la France. ■





SAINT-ÉTIENNE-DE-MONTLUC

Le recteur à la Pépinière d'entreprises

« **Il faut oser entreprendre ses projets, que l'on soit fille ou garçon.** » C'est la sixième édition de la Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin, jusqu'au 16 mars. Elle est initiée par le secrétariat d'État chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes et de nombreux partenaires. Son objectif est de promouvoir la culture entrepreneuriale au féminin auprès des jeunes de 13 à 25 ans (collégiens, lycéens, apprentis, étudiants).

Afin de favoriser les échanges entre l'école et le monde professionnel, le ministère de l'Éducation nationale a mis en place, dès 2009, une convention de partenariat avec **l'association 100 000 entrepreneurs**, qui permet à des femmes entrepreneures d'intervenir dans les classes des col-

lèges, lycées et établissements d'enseignement supérieur et de témoigner de leur parcours et de leur expérience. La convention a été déclinée au niveau académique par le recteur William Marois et la directrice générale des Pays de la Loire de l'association, Béatrice Viannay-Galvani, et sa signature renouvelée le 23 novembre 2016, lors de la 17^e édition de la Semaine école- entreprise.

Cette Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin permet de développer l'esprit d'initiative et d'entreprise, dans le cadre de la mise en place du Parcours avenir et du statut d'étudiant entrepreneur. Les chefs d'établissement et les enseignants s'inscrivent préalablement.

À la Pépinière Cœur d'Estuaire, un mini-forum s'est organisé avec des élèves de 3^e du collège Paul-Gauguin de Cordemais, et Tiffen Rouyer, gérante de l'agence de communication Com l'Eléphant, Elodie Kerneur, gérante de la Savonnerie nantaise, Maïté Cosnard, consultante en financements et programmes européens à Eléo conseil, et Claire Le Bot, conseillère développement à la Banque populaire Grand Ouest (BP-GO). ■



William Marois et les intervenantes entrepreneuses. Photo : Ouest-France





LOCALE

BEAUMONT-DE-LOMAGNE

Femmes en science

Mars est le moment idéal pour évoquer la condition des femmes. La Journée internationale des femmes a été fixée au 8 mars en 1977, à l'initiative de l'ONU, puis relayée en France par le gouvernement français, en 1982. C'est notamment, pour l'association Fermat Science, l'occasion d'évoquer, chaque année depuis trois ans déjà, les relations entre les filles et la science dans leur cursus scolaire et universitaire. Cette année encore, du 12 au 23 mars, les collégiens seront invités à découvrir les mathématiques au féminin, dans la maison natale du mathématicien Pierre de Fermat, pour la quinzaine d'activités Femmes en science.



Le thème choisi pour 2018, «La Géométrie des métiers», se déclinera en plusieurs activités. Une visite d'exposition, «La Géométrie dans tous ses états», un jeu-visit dans la bastide de Beaumont-de-Lomagne, la chasse au théorème et un atelier d'optimisation des trajets, le chemin le plus court. Optimiser les trajets est une notion importante dans la vie quotidienne mais aussi dans nombre de métiers. L'utilisation des graphes permet d'apporter des résolutions à ce problème. C'est ce que les élèves découvriront grâce à l'atelier le chemin le plus court qui met en scène quatre mathématiciennes contemporaines: Léonore Blum, Américaine; Eva Tardos, Hongroise; Claire Voisin, Française, et Maria Chudnosvsky, Israélienne.

Mardi 13 mars, lors d'une journée exceptionnelle, deux classes ont été invitées à rencontrer, dans la salle des fêtes de Beaumont-de-Lomagne, des

représentantes d'associations de femmes scientifiques, Femmes et Sciences, Femmes et Maths, et des représentantes de la société 100 000 Entrepreneures.

Ce même jour, après la conférence de Cristelle Palpacuer, commandante chez Orange Marine, le domaine des télécommunications sous-marines, de la phase d'études et d'ingénierie jusqu'à l'installation de liaisons intercontinentales, n'a plus eu de secrets pour les élèves présents. Une initiative qui permet de combattre les idées reçues et qui est de nature à faire comprendre aux jeunes que, filles ou garçons, ils peuvent choisir les métiers scientifiques. ■





Portes ouvertes et métiers d'art

Les artisans installés dans les locaux de la plateforme locale de création font découvrir leur travail pendant deux jours.

Clichy

Dans le cadre des journées européennes des métiers d'art, les ateliers Intensity ouvrent leurs portes à Clichy. Un lieu hybride d'espaces de travail partagés mais aussi d'ateliers d'artisans. Ces derniers — photographes, tapissiers, stylistes, graphistes — présenteront leur métier et

répondront aux questions des visiteurs.

Parmi les temps forts : aujourd'hui, de 15 heures à 17 heures un « speed meeting » en partenariat avec 100 000 entrepreneurs, et demain, de 14 heures à 17 heures, un atelier pour enfant autour de l'adhésif et du papier mâché avec Mash Knyazeva-

Trotzky. ■

Aujourd'hui et demain, de 14 heures à 18 heures, 6, rue d'Estienne-d'Orves. Programme sur www.intensity.fr



Peut-on entreprendre en France quand on est une femme ?

Malgré les progrès pour leur rendre la voie plus accessible et les efforts réalisés pour les encourager à entreprendre, les femmes se confrontent aujourd'hui encore à des difficultés lorsqu'elle se lancent dans la création d'une entreprise. Elles sont pourtant de plus en plus nombreuses à relever le défi de l'entrepreneuriat.

En 2013, Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre des Droits des femmes, fixait l'objectif de voir progresser de 10 % le nombre de femmes entrepreneures en France d'ici à 2017. Il n'aura fallu que 5 années : selon un rapport de l'Insee en date du 30 janvier 2018, 40% des entreprises individuelles sont créées en 2017 par des femmes contre 30% en 2013. La France se situe d'ailleurs au 6ème rang du classement établi par le World Economic Forum des pays où il fait bon entreprendre lorsque l'on est une femme. Mais si elles sont plus nombreuses aujourd'hui qu'hier, les femmes demeurent moins visibles que les hommes. On les retrouve derrière des plus petites structures ou commerces, analyse l'Insee.

Les femmes manqueraient-elles alors d'ambition ? Que nenni ! A en croire l'étude Viser haut, réalisée par Opinion Way en octobre 2017 pour la marque de prêt à porter Cache Cache, aucune génération n'a compté autant d' "ambitieuses" que les millennials (génération née entre 1980 et 2000). Les deux tiers des jeunes femmes de moins de 30 ans interrogées n'ont plus peur d'afficher leurs ambitions, 85% pensent qu'elles peuvent se permettre d'en avoir plus que les générations précédentes et une femme sur deux se dit même prête à prendre complètement son destin en main en créant son entreprise.

Ce qui ne les empêche pas d'être conscientes qu'elles vont devoir affronter des vents contraires : 79% d'entre elles pensent que l'ambition des femmes a encore du mal à être acceptée par la société.

Deux poids, deux mesures

"En tant que femmes, on doit se battre davantage pour exister dans le monde historiquement masculin de l'entrepreneuriat, comme si on avait plus de choses à prouver. Alors que le fait d'être une femme ne devrait être ni un avantage, ni un handicap", regrette Fariha Shah, co-fondatrice de Golden Bees, start-up qui propose des prestations de solutions pour recruteurs et auteur d'une tribune intitulée Femme, mère, entrepreneure : comment j'ai relevé le défi.

Réalité ou fantasme, les femmes ont le sentiment de rencontrer plus de freins dans leur ascension professionnelle que les hommes. Parmi les obstacles les plus récurrents, cités par l'étude Parcours de vie, parcours de femme entrepreneure (Opinion Way pour la Fondation Entreprendre, avril 2017), les femmes évoquent d'abord la peur de l'endettement et celle de ne pas réussir à lever suffisamment de fonds.

Un obstacle d'ordre financier rationnel, car on observe que le taux de rejets de prêts bancaires dans le cadre de la création d'une entreprise est deux fois plus élevé pour les femmes que pour les hommes - alors même que celles-ci sollicitent des sommes moindres. Mais un obstacle également psychologique, qui prend racine dans le rapport que les femmes ont à l'argent. Habituees - mais pas résolues - à gagner moins que leurs semblables masculins, les femmes osent moins emprunter et investir de grosses sommes d'argent.

"Une femme que j'ai accompagnée dans la création de son entreprise s'est rendue à la banque pour une demande de prêt, et la première chose qu'on lui a demandé c'est comment se portaient les affaires de son époux. Ca paraît assez hallucinant, surtout quand on ne poserait jamais cette question à un homme !", raconte Beryl Bes, fondatrice de la plateforme de financement participatif pour femmes entrepreneures MyAnnona.

"Mais il faut garder à l'esprit que les femmes ont le droit d'ouvrir un compte bancaire à leur nom sans le consentement de leur mari depuis seulement 1965 ! On ne peut pas renverser les mentalités en une génération, ça prend forcément du temps. Tout ça vient de la culture et de la place faite aux femmes jusqu'à présent. De la même façon, ça ne fait pas si longtemps que les femmes sont sur le marché du travail valorisé".

Les clichés ont la vie dure

L'autre difficulté majeure, identifiée par Fatima Mimouni, engagée à la Ville de Mulhouse (Haut-Rhin) dans l'égalité hommes-femmes et fondatrice du cabinet commercial Axion Expansion, réside dans le fait de devoir concilier vie de famille et entrepreneuriat.

"Dans l'imaginaire collectif, on a tendance à dire que c'est à la femme que revient la charge des enfants, du foyer, des tâches domestiques, tandis que les hommes subviennent plus généralement aux besoins de la famille", note Fatima.

Un préjugé d'autant plus difficile à éprouver au moment de la création de l'entreprise selon la jeune femme car "très souvent à ce moment là, on se retrouve dans une situation de transition où on est beaucoup à la maison. La femme peut alors être confrontée à la crainte de ne pas être prise au sérieux, que son activité n'est pas crédible et qu'elle reste cantonnée à son rôle de maman. C'est ce plafond de verre qu'il faut briser".

En plus de faire face aux problématiques inhérentes à toute création d'entreprise, les femmes doivent également se confronter à des stéréotypes usants. Ceux-ci sont liés à la fois au secteur d'activité; quand elles se confrontent à des métiers qui sont dans les esprits rattachés aux hommes et non aux femmes. Ceux liés au tempérament aussi, car la légende veut que les femmes soient moins volontaires, moins combattantes. A leur implication professionnelle, enfin : les femmes seraient moins crédibles dans leurs prises de parole, moins disponibles, et tendraient à privilégier leur vie de famille.

Etre femme, mère et entrepreneure

Pour autant, est-il nécessaire de choisir entre s'investir dans son activité en-

trepreneuriale et avoir une vie de famille ? Le sondage Entrepreneurs et vie de famille (Opinion Way pour Legalstart), indique que 74% des entrepreneurs, hommes et femmes confondus, considèrent que leur vie professionnelle n'est pas compatible avec la vie de famille ou nécessite des sacrifices et 25 % affirment avoir remis à plus tard ou renoncer à l'idée d'avoir des enfants.

Pour les femmes, le frein est double car une femme entrepreneure et enceinte ne bénéficie d'aucun congé maternité ni aides financière en cas d'arrêt, ce qui rend la gestion de son entreprise compliquée.

Aujourd'hui mère de trois enfants, Beryl Bès a d'ailleurs attendu d'avoir son troisième et dernier enfant avant de quitter le salariat pour l'entrepreneuriat. "Quand vous êtes à votre compte, qu'on se le dise, c'est compliqué".

Compliqué mais pas impossible. Nombreuses sont celles qui arrivent à mener ces deux batailles de front. "J'ai deux enfants en bas âge et quand j'ai créé ma société en 2015, j'attendais mon deuxième enfant. Bien évidemment, la conciliation de ma vie professionnelle et personnelle à été difficile, mais pas impossible. Côté pratique, la France est bien équipée en termes d'infrastructures pour la garde des enfants par exemple", témoigne Fariha Shah.

Pour les mères chef d'entreprise, tout est donc question d'organisation, de planification, de télescopages avec la gestion au quotidien de sa famille, surtout lorsqu'elle comprend des enfants en bas âges : qui est là après l'école ? qui garde les enfants quand ils sont malades ? "Il y aura toujours des obstacles et des difficultés. C'est vraiment un planning à réaliser, mais c'est aussi la même problématique que celle à laquelle se confrontent les femmes salariées", précise Fatima Mimouni, mère de deux enfants également.

"Aujourd'hui chacun devrait pouvoir vivre comme il le souhaite, sans se voir imposer des schémas. Et pour cause ; il y a des femmes au foyer accomplies qui trouvent entièrement leur plaisir à être "maman à plein temps", d'autres qui s'épanouissent davantage dans leur carrière, d'autres encore qui ne désirent pas d'enfants. Il y a aussi des hommes qui préfèrent s'occuper des enfants plutôt que d'être la moitié du couple qui ramène le plus d'argent. Tous les cas de figure sont possibles, et je pense que le plus important c'est de laisser à chacun la possibilité d'être là où il en a envie", suggère la fondatrice de MyAnnona.

Vers une voie plus accessible ?

Si la route est longue vers l'égalité des sexes, en 2018, la "start-up nation" se veut bienveillante à l'égard des femmes et encourage plus que jamais les initiatives entrepreneuriales. "Lentement, les mentalités évoluent et on est fière aujourd'hui de présenter des femmes entrepreneures, tout le monde l'accueille plutôt bien", estime Fariha Shah. "La nouvelle génération baigne de plus en plus dans la culture de l'entrepreneuriat et les jeunes femmes aujourd'hui ont un accès plus facilité que la génération qui les a précédé en terme d'accompagnement, de financement, d'incubation", poursuit Beryl Bès.

Parallèlement à la facilité d'accès aux nouveaux outils numériques, qui permet à la fois de se rendre visible et de lever plus facilement et rapidement des fonds d'amorçage - soient les deux difficultés majeures auxquelles on se heurte à la création d'une entreprise - on voit se développer de plus en plus de réseaux

professionnels féminins. Elles entreprennent, Action'elles, Forces Femmes, Rézoé ou encore Les Pionnières pour ne citer qu'eux, ces réseaux pro féminins, qu'ils soient publics ou privés, ministériels ou associatifs, locaux ou nationaux, ont pour vocation à accompagner les femmes dans leurs démarches entrepreneuriales.

Car l'union fait la force comme l'a bien compris Sabrina Boucherit, qui a lancé en 2012 la plateforme Rézoé, acteur majeur du développement et de la promotion de l'entrepreneuriat féminin, qui compte aujourd'hui un peu plus de 1130 adhérentes partout en France. "A mon sens, il est essentiel de s'appuyer sur un réseau quand on débute, de pouvoir se réunir, échanger et bénéficier de la puissance des cercles de relations professionnelles", explique la jeune femme qui s'évertue avec bienveillance à guider et épauler les entrepreneures qui viennent à sa rencontre.

Dispositifs de financement et initiatives d'accompagnement

Dans la même dynamique, on a vu apparaître ces dernières années de plus en plus de dispositifs d'incubation et d'organismes (banques, grandes entreprises, fonds d'investissement) qui participent au financement et à l'accompagnement de création d'entreprise par les femmes.

Les événements visant à promouvoir l'entrepreneuriat féminin se multiplient avec notamment la journée des femmes entrepreneures, ou encore la semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin, qui se déroule en ce moment (du 5 au 16 mars) pour une 6e édition.

Les grandes écoles s'évertuent elles aussi à promouvoir l'entrepreneuriat féminin. A travers son programme "Entreprendre au féminin", l'Essec accompagne les femmes dans leur projet de création d'entreprise en dispensant les fondamentaux juridiques, marketing, comptables et stratégiques pour les aider à pérenniser leur projet. De son côté, le Centre d'Entrepreneuriat HEC Paris organise depuis 2016 des séminaires de formation intitulés "HEC Stand up", destinés prioritairement aux femmes issues des quartiers ayant un projet de création ou de développement d'entreprise à impact positif.

Si les grandes figures du féminisme sont une source d'inspiration pour les 25-30 ans, elles ne le sont pas autant que les femmes entrepreneures, selon l'étude Viser haut. "Les jeunes femmes ont besoin de nouveaux modèles, elles ont besoin de voir d'autres femmes à des places qui leur semblaient, il y en avait peu, inaccessibles, estime Fatima Mimouni. Plus il y aura de modèles féminins, plus les femmes prendront." Plus les femmes prendront.



par Clémence Mart





INITIATIVE – SA KI NI ?

Les femmes entrepreneures dans les écoles

La Semaine de sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin, du 5 au 16 mars, sera marquée par les forums du jeudi 8 mars de 9h à 16h au lycée Joseph-Gaillard réunissant 300 lycéens et étudiants, 7 femmes entrepreneures et Mme la

Déléguée aux Droits des femmes.

Aujourd'hui encore les jeunes filles font trop souvent des choix d'orientation et de carrière éloignés de leurs compétences du fait de stéréotypes persistants.

Pour la 1ère édition en Martinique, 20 entrepreneures, intrapreneures, porteuses de projets, vont aller inspirer plus de 600 collégiennes, lycéennes et étudiant-es. ■





38H-38H

GRENOBLE

rondeau-libération L'entrepreneuriat féminin s'est invité au lycée Louise-Michel

Le lycée Louise-Michel, sous la houlette de sa proviseure, Mme Viannet, a participé, jeudi, à la 6^e Semaine de sensibilisation à l'entrepreneuriat féminin. L'objectif est de diffuser l'esprit d'entreprendre et de découvrir le monde professionnel à travers le parcours d'entrepreneures. Il s'agissait donc de montrer aux jeunes la diversité et la richesse de l'entre-

preneuriat féminin et de faire changer les représentations sur la réussite professionnelle. Les élèves ont pu écouter et partager le parcours professionnel de quatre femmes entrepreneures : Mmes Ciré et Delaye de BNP Paribas, Mme Debbouze de Mac-3 et Mme Conte de Philocalys. ■



J'ai rencontré la créatrice d'une start-up automobile et elle casse tous les codes hommes-femmes

En cette semaine de la femme digitale, Claire Cano me confie: "Si je réussis à ce qu'une jeune femme ose briguer un poste de direction, ce sera une nouvelle victoire!"

En voulant digitaliser, à 23 ans, le marché automobile pour permettre aux particuliers et aux professionnels de faire déplacer leurs véhicules d'un point A à un point B aussi facilement qu'un colis, elle a tout assumé. Son âge, son genre et son ambition! Aujourd'hui présidente de LuckyLoc.com/Expedicar.com, Claire Cano se retrouve, à 28 ans, aux côtés des plus grands acteurs du secteur automobile: Avis, Europcar, Aramis Auto ou encore Zanzicar. Une ascension qui n'enlève rien au charme naturel de son caractère breton. Qui n'empêche rien à ce qu'elle s'est aussi et autrement promis.

Claire Cano, c'est l'approche hybride entre rationalité et intuition. L'accroche naturelle et spontanée. Le sourire généreux et un regard qui vous invite à rentrer dans sa danse de l'optimisme. Pas de grands mots ni de storytelling abusif pour raconter son parcours. Claire aime et use de la simplicité comme de l'humilité à son égard. Installée à siroter un thé dans un café du 11^{ème} arrondissement de Paris, l'Auberge Flora, elle revient sur les tout débuts de son aventure entrepreneuriale, il y a cinq ans. Des souvenirs pour beaucoup passés ici lorsqu'elle et son associé Idris Hassim sont incubés juste en face, au 26 de la rue du Chemin Vert, au sein de Paris Pionnière. Le Willa d'aujourd'hui. Un an et demi à poser et réfléchir les bonnes bases de leur start-up. À la faire germer puis fleurir entre leurs questions existentielles d'entrepreneurs, les premiers clients et levées de fonds. Entre leurs coups de moins bien et leurs supers coups. "C'était pour Idris et moi une première expérience. On ne se rendait pas compte que ça allait être un marathon sur des années. Et que tout allait prendre plus de temps que prévu".

L'esprit du challenge

Pourtant, il semble n'y avoir aucun temps mort dans la vie de Claire Cano. Le temps est vécu à l'utile comme à l'agréable. Efficace. Claire, c'est une femme de l'instant autant que de l'instinct. L'instinct entrepreneurial, celui qui vous fait reconnaître les self-made (wo)men de l'Amérique. Claire a un peu de ce rêve américain dans les yeux. Dans l'esprit. Son père, issu d'une suite de générations d'agriculteurs, a osé quitter l'héritage familial, sans le bac, pour monter à Paris puis les Etats-Unis, porté par ce rêve américain, "ce tout est possible". Un état d'esprit de challenger qui l'amènera à créer son entreprise informatique dans l'agro-alimentaire à la naissance de Claire. Un état d'esprit parental qui préfère transmettre aux enfants la culture du travail plutôt que celle de l'école. Ils attendent d'eux un job qui leur permette de s'épanouir plus que vivre!

C'est sans compter sur Claire qui saura allier les deux. Du bac à sa prépa rennaise puis HEC, elle travaille ses cours. Rien de son avenir ne s'est joué au ha-

sard d'une orientation. Il s'est fait en connaissance de cause et à la sueur de son front. À la hauteur de ses ambitions.

Du bastion familial de Larmor Plage à Paris, Claire a su flirter avec l'ailleurs. Sans jamais rien perdre de son essence. Au contraire, elle s'est découverte au fur et à mesure de ses avancées dans un écosystème qui s'élargissait. Ce brassage social que confère HEC, une école tout autant du mérite que parfois du parisianisme. La Mazzerati de l'un, ou les codes un peu éloignés des siens, rien ne l'a fait ni envier ni changer. Seulement élargir sa vision sur la société et ses autres réalités. "Je me suis toujours sentie à égalité avec les autres. Une égalité scolaire". Sans jamais se dire que c'est impossible. "Je suis d'un tempérament fonceur et pas très patient. Et à HEC, on mettait beaucoup de valeur sur ce que tu faisais, ton investissement, ton envie de créer".

Et celle de la liberté

De Paris, Claire s'envole cette fois pour la Nouvelle-Zélande, en deuxième année d'étude. La destination qui allie l'opportunité de perfectionner son anglais et son sens de l'entrepreneuriat dans un pays où l'économie repose beaucoup sur les PME. Elle y côtoie une énergie d'entreprendre et la diversité des paysages et des grandes distances. Un terrain tout aussi vaste que bénéfique pour l'entrepreneuse en devenir. Elle le parcourt et y découvre une nouvelle manière de voyager. Les prémices de Luckiloc ou la possibilité de voyager pas cher en rapatriant des véhicules de location en échange d'une location de voiture.

Une idée qu'elle emporte avec elle à son retour vers Paris. Une idée qui la portera jusqu'à cette opportunité de la tester avec son futur associé, Idris, qu'elle rencontre à la fin de son master entrepreneur. Six mois pour réfléchir et agir. Des sondages de voyageurs au cahier des charges de la plateforme et dépôt des statuts, Claire n'aura finalement jamais passé d'entretien pour un job. A 23 ans, seulement deux stages de consultante en entreprise remplissent les lignes de son CV avant cette grande et intense expérience de la liberté d'entreprendre.

Mais entreprendre n'est pas de ces routes fluides et sans entraves. Les difficultés viennent tester la persévérance et la ténacité de celles et ceux qui entreprennent. Des sacrifices personnels et financiers qui l'ont parfois fait se sentir différente des autres, dans une toute autre position que celle de ses amis qui profitent à cet instant de ce que leur offre leur premier emploi. "Même si j'ai toujours été très optimiste, je suis la spécialiste des doutes". Des remises en question récurrentes mais qui face au soutien et à la confiance de son petit ami devenu son mari, et l'esprit cartésien de son associé, ont eu raison des doutes de l'entrepreneuse. Un équilibre qui aujourd'hui symbolise la vie -personnelle et professionnelle- de Claire. Deux vrais duos gagnants tout aussi complémentaires, qui sont à chaque fois un homme et une femme. Une complétude des attentes. Des compétences et tempéraments.

Une entreprise à l'image de la société française qu'elle aimerait connaître

Une complétude et parité qui se reflètent aujourd'hui jusque dans la composition de son entreprise d'une vingtaine de personnes. "On est une sorte d'ovni dans le secteur de l'automobile. Il y a même plus de femmes que d'hommes au COMEX. On ne s'est d'ailleurs jamais posé la question du genre. On recrute

des talents". Une démarche naturelle qui souligne le désir d'une société égalitaire et tout en équilibre dans laquelle Claire aimerait évoluer. Un engagement même! Alors qu'on lui remet un prix de l'innovation chez un de ses clients, Claire osera prendre la parole. "Je me suis permise de souligner que si la société comptait de nombreuses femmes, leur présence ne se remarquait pas ce soir-là, du fait de son COMEX présent et exclusivement masculin. Je me sens concernée par toutes les injustices. Et ça s'en est une tellement criante!"

L'égalité des chances et des opportunités est un des enjeux pour lequel Claire œuvre aujourd'hui, avec le temps qui lui est imparti. Avec l'association "100.000 entrepreneurs", elle part à la rencontre d'étudiant.e.s et tente de casser les stéréotypes du genre. "Si je réussis à ce qu'une jeune femme ose briguer un poste de direction, parce que j'y suis arrivée avec mes moyens limités et mon absence de réseau, ce sera une nouvelle victoire!".

D'espoirs en victoires, qui sait ce que saura donner Claire comme nouvelles impulsions à ses ambitions et celles des autres. Les rêves portés en actions!

À voir également sur Le HuffPost :

Lire aussi :

- Je suis une femme soudeuse ET une princesse, car tous les clichés peuvent être dépassés
- Je suis entrepreneur et écrivain, c'est ma force et j'en suis fière
- Laissez tomber vos illusions, j'ai été auto-entrepreneur et ce n'est pas mieux que d'être chômeur
- Pour suivre les dernières actualités sur Le HuffPost C'est La Vie, cliquez ici
- Deux fois par semaine, recevez la newsletter du HuffPost C'est La Vie
- Retrouvez-nous sur notre page Facebook



<https://o.aolcdn.com/images/dims3/GLOB/crop/4062x2031+447+535/resize/630x315!/format/jpg/quality/85/http%3A%2F%2Fo.aolcdn.com%2Fhss%2Fstorage%2Fmidas%2F420966829fdf310e778822a0d7ea1fbc%2F206308961%2FClaire%2BCano%2B-%2BExpedicar%2B-%2Bportrait.jpg>



L'ANCIEN MINISTRE JEAN-LOUIS BORLOO A REMIS AU PREMIER MINISTRE EDOUARD

Quartiers prioritaires de la ville : les propositions du rapport de M. Jean-Louis BORLOO concernant les entreprises et l'emploi

L'ancien ministre Jean-Louis BORLOO a remis au Premier ministre Edouard PHILIPPE en fin de semaine dernière (cf. CE du 27/04/2018), un rapport intitulé "Vivre ensemble-vivre en grand la République", proposant un plan de "réconciliation nationale" pour les banlieues en 19 programmes. Nous publions ci-dessous le "Programme 7" du rapport "Tout passe par l'entreprise et l'emploi".

"Mobilisation de toutes nos entreprises, grandes et petites, artisans et commerçants

La jeunesse de France et notamment celle des quartiers n'en peut plus. Problèmes de formation, d'orientation et de qualification, absence de réseaux, de contacts avec les entreprises, impossibles rencontres, un univers qui apparaît lointain et inaccessible, des procédures complexes et opaques, bref un autre monde. Alors que c'est le principal réservoir de compétences acquises ou en devenir, de créativité, d'imagination et d'énergie dont notre pays et notre économie auraient tort de se priver et de l'ignorer. Ces mondes s'ignorent alors qu'ils auront besoin l'un de l'autre, alors qu'ils se rencontrent. C'est une triple bataille.

La meilleure rencontre, la meilleure formation pour les deux parties, c'est l'apprentissage et l'alternance, c'est du gagnant-gagnant.

En Allemagne, 1,4 million d'apprentis et quasiment pas de chômage des jeunes pour 400 000 en France dont près de la moitié chez les seuls artisans et commerçants. Si les quelque 7000 entreprises de plus de 250 salariés respectaient les 5 % prévus par

la loi nous devrions avoir 350 000 alternants soit 200 000 de plus. Si 1,5 % des 5 % bénéficiaient d'un contrat en apprentissage dans les quartiers prioritaires de la ville (QPV), ce sera 100 000 entrants de plus par an, soit une multiplication par 7. Les entreprises ont la capacité, l'encadrement, les équipes, l'attractivité, mais surtout les besoins de ces ressources humaines.

Nos entreprises du SB120 qui réussissent magnifiquement avec plus de 150 milliards de résultats l'année dernière, ceux qui font le succès de notre économie doivent montrer individuellement l'exemple et surtout entraîner collectivement l'ensemble de leur écosystème. Nos artisans qui assument la qualification de près de 200 000 jeunes doivent bénéficier des simplifications proposées par le ministère du Travail et le gouvernement. Remplacement des 4 aides par : 6000 euros pour la 1ère année ; 3000 euros la 2ème année ; 1500 euros la 3ème année.

Enfin, la réforme de l'apprentissage voulue par le gouvernement devrait permettre une simplification et une réorganisation et dégager près de 600 millions d'euros de plus pour le financement de l'apprentissage, notamment de façon à financer du pré-apprentissage. L'ouverture et la sollicitation des lycées professionnels qui disposent d'un encadrement de grande qualité et sont parfaitement équipés, c'est tout l'enjeu d'un ambitieux programme de 200 campus des métiers.

Associer naturellement les agglomérations et les régions à la réussite du plan

Pour le secteur public, 50 000 apprentis doivent être recrutés en 3 ans dans les QPV, hors plafond d'emploi et hors cadre de contractualisation financière entre l'Etat et les collectivités pour les dépenses de fonctionnement.

Plus généralement, inscrire dans la loi PACTE la responsabilité sociale des entreprises à l'égard des territoires et des jeunes des QPV.

Parvenir à 1,5 % d'apprentis dans les quartiers, 5 % pour la jeunesse de France dans les 2 ans, à défaut, ce qui n'est pas souhaitable, le Parlement sera saisi pour décider de légiférer de manière réellement contraignante

La rencontre par le coaching, l'accompagnement et le tutorat

La plupart des jeunes des QPV n'ont ni les codes, ni les réseaux nécessaires pour l'emploi et l'entreprise, parfois des formations incomplètes et d'une manière générale le sentiment que cet univers n'est pas pour eux. A titre d'illustration, 98 000 jeunes issus de l'immigration, ayant travaillé dur pour obtenir un diplôme BAC±3 sont sans emploi au bout de 3 ans.

Déployer un coaching généralisé et un accompagnement spécifique pour la jeunesse des QPV en s'appuyant sur les réseaux qui ont fait leurs preuves et qui ont défini des objectifs de mise en œuvre très ambitieux par des plans d'actions annuels.

Nos Quartiers ont du Talent (NQT) qui parraine de jeunes diplômés Bac±3 à ±5 en recherche d'emploi (50 000 de plus par an).

Article 1 tutorat de jeunes étudiants jusqu'à leur insertion professionnelle (100 000).

L'AFEV réalise un accompagnement individualisé pour lutter contre les inégalités éducatives (14 000).

Mozaik RH, cabinet de recrutement et de coaching spécialisé dans la promotion de la diversité (15 000).

"100 chances 100 emplois" pour l'insertion professionnelle des jeunes en s'appuyant sur les acteurs d'un bassin d'emploi (10 000).

Zup de Co favorise la réussite scolaire par le tutorat des collégiens (2000).

Face (100).

Crepi (200).

Territoire zéro chômeur.

De très nombreux autres acteurs sur le terrain.

Le budget annuel pour changer d'ampleur est estimé à 87,7 millions d'euros

L'investissement de Pôle Emploi :

Déployer, à titre exceptionnel et provisoire, 720 conseillers supplémentaires de Pôle Emploi dédiés à un accompagnement intensif de 150 000 demandeurs sur les 219 agences à périmètre QPV.

Financer 10 000 prestations de bilan et accompagnement à la mobilité.

Développer et digitaliser 10 nouvelles actions de méthode de recrutement par simulation (MRS), une plateforme numérique d'orientation/découverte/immersion professionnelle métiers en réalité virtuelle.

Renforcer l'enveloppe allouée aux agences QPV pour soutenir les initiatives locales et les actions hors les murs au cœur des quartiers avec les acteurs associatifs.

Cet effort particulier pourrait se dérouler sur 3 ans pour un budget annuel de 60 millions d'euros

Mobilisation générale des acteurs de l'emploi

Moyens complémentaires mis à la disposition de tous les acteurs économiques :

Mise en place, dans le cadre du plan investissement compétences, du financement à la formation de 300 000 jeunes garantissant l'accès effectif au parcours de formation intégré dans le

cadre des pactes régionaux de compétence, avec des objectifs précis et territorialisés : 20 % pour les QPV.

Déployer massivement les formations et les parcours adaptés : préparation opérationnelle à l'emploi (POE), dispositifs "deuxième chance" (Epidé et E2C).

Définir, avec les agglomérations et les régions, des plans d'actions territorialisés.

Mobiliser le réseau des missions locales comme orienteur et prescripteur conjointement avec Pacte Emploi.

Mise à disposition du secteur économique de 150 000 emplois-francs dès 2019 en élargissant les territoires bénéficiaires de 194 à 1514 QPV.

Les branches professionnelles, les organismes consulaires, les MEDEF territoriaux, les clubs et réseaux d'entreprises, celle de la charte entreprises et quartiers devront rendre compte de cette action. Les agglomérations et les régions joueront un rôle majeur d'impulsion.

Le budget doit être porté pour 2019 à 380 millions d'euros et 508 millions d'euros en 2020

75 000 services civiques tournés vers l'entreprise et l'emploi

Conçu pour être une école de l'engagement et de la citoyenneté active, le service civique est aussi devenu une étape d'orientation et une première expérience professionnelle.

Créer 45 000 parcours de service civique d'engagement citoyen, d'alternance et d'emploi, avec les associations porteuses de services civiques et les entreprises partenaires.

Mettre en œuvre les plateformes d'intermédiation d'Unis-cités (Réussites & Citoyenneté / hubs de l'engagement) pour 30 000 services civiques en QPV en 4 ans.

Le coût global est évalué à 390 millions d'€

Amplifier l'insertion et de l'emploi local avec les clauses sociales

L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) a donné une im-

pulsion décisive aux clauses sociales en réservant pour leurs bénéficiaires 5 % des heures de travail sur les chantiers Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU) et 10 % pour la gestion urbaine de proximité. Les collectivités, les acteurs locaux (maisons de l'emploi, Plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi (PLIE), Structures d'insertion par l'activité économique (SIAE)...) ainsi que les entreprises ont acquis une expertise des clauses sociales. Tous les obstacles juridiques ont été levés.

Doubler l'objectif d'insertion à 10 % des heures de travail générées par les programmes de grands travaux : Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), Grand Paris, jeux Olympiques et paralympiques...

Généraliser l'objectif de 5 % des heures de travail aux marchés de travaux des grands donneurs d'ordres avec l'Etat, les agglomérations, l'Association des Régions de France (ARF), l'Assemblée des départements de France (ADF) et l'Assemblée des communautés de France (ADCF), l'Union sociale pour l'habitat (USH), ...

Généraliser aux opérateurs de la gestion urbaine de proximité l'objectif de 10 % des heures de travail.

Accompagner vers l'emploi les habitants des QPV avec le réseau du travail temporaire

Il s'agit de déployer un plan d'action expérimental sur 3 ans qui articule formation, accompagnement, accès aux emplois-francs, à l'alternance, ...

: 20 000 emplois avec le réseau national Prism'emploi.

100 plateformes de service emploi-formation-accompagnement Adecco pour accompagner 20 000 habitants des QPV.

Ce plan nécessitera la mobilisation de 60 millions d'euros sur 3 ans ainsi que d'une adaptation à titre expérimental, des règles de recours au travail temporaire.

5 000 recrutements par an au sein de la défense nationale

Le ministère des Armées est un des principaux recruteurs de l'Etat. Pour 2018 c'est près de 21 500 recrutements qui sont opérés : 15 000 jeunes pour l'armée de terre, 3000 aviateurs pour l'armée de l'air 3500 recrues pour la marine. Ces emplois offrent sur une cinquantaine de métiers, un parcours professionnel, assorti d'une formation continue, valorisant et évolutif, notamment pour les jeunes faiblement qualifiés.

C'est pourquoi un objectif de 5000 recrutements annuels pour des publics issus de QPV, est un puissant facteur d'insertion des habitants des QPV et pour la défense nationale.

Cette action sera conduite en lien avec les Centre d'Information et de Recrutement des Forces Armées (CIRFA), qui maillent le territoire notamment en proximité des QPV, les centres EPIDE et les réseaux de l'insertion sociale et professionnelle (Missions locales, Pole emploi...).

Relancer un plan de services à la personne pour la formation et l'emploi de 100 000 personnes des QPV

Le secteur des services à la personne représente 1,4 million de salariés, dont 77 % de CDI et 97 % de femmes. Il a été structuré par le plan de services à la personne de 2005.

Un contrat de filière a été conclu avec les principales fédérations professionnelles (Aide à domicile en milieu rural (ADMR), Familles Rurales, Fédération du Service aux Particuliers (Fesp)...), les collectivités et partenaires (assurance maladie, vieillesse,

Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)... et les organisations syndicales. Malgré de nombreuses possibilités d'embauche, le secteur rencontre de réelles difficultés de recrutement ce qui freine son développement.

400 000 emplois nets seront créés dans ce secteur dans les cinq ans à venir : ces emplois sont accessibles à tous les publics avec un premier niveau de qualification. C'est pourquoi, il faut relancer un plan de services à la personne pour la formation et la mise à l'emploi de 100 000 personnes des QPV sur 3 ans à trois niveaux :

Décliner un plan territorial de Services à la Personne pour la formation et l'emploi sur les territoires QPV en lien avec les intercommunalités et les conseils départementaux.

Mobiliser le plan d'investissement des compétences dans le cadre des pactes régionaux, pour la professionnalisation et la qualification dans les métiers des services à la personne.

Simplifier et harmoniser les dispositifs de soutien à l'accès et au maintien dans l'emploi afin de permettre à la filière de réaliser son potentiel de développement.

Un soutien massif à l'initiative économique

C'est un enjeu majeur et qui correspond à la capacité entrepreneuriale des quartiers. Nous disposons de réseaux extrêmement performants qui ont fait leurs preuves pour le soutien à la création d'entreprise, son développement et la reprise d'entreprise. C'est un levier majeur.

L'Association pour le droit à l'initia-

tive économique (ADIE), les Boutiques de gestion, Positive planète, France active, Initiative France, Fondation entreprendre, Association 100 000 entrepreneurs, Association Tous repreneurs, Réseau Groupement de créateurs, et de très nombreux autres ont la détermination et la capacité de doubler voire de tripler leur activité. Un fonds de soutien de 60 millions d'euros par an sera constitué à leur profit avec l'Agence France entrepreneurs et la Banque Publique d'Investissements.

25 % des créations d'entreprises se font dans un secteur où les quartiers excellent le numérique et l'industrie de la culture.

100 zones franches numériques et culture. Les zones franches urbaines (ZFU) d'origine, vidées de leur substance, seront réactivées par les exonérations fiscales et sociales (exonération d'impôts sur les bénéfices, exonération d'impôts locaux) dans toutes les entreprises du numérique et du secteur culturel qui s'y implantent. Elles permettront notamment d'accompagner et de faciliter l'implantation des campus numériques.

Renforcer les actions de fonds existants (Impact Partenaires, association Territoires zéro chômeurs de longue durée, les entreprises à but d'emploi en faveur des QPV.

Exonérer de la taxe d'apprentissage les activités d'insertion par l'économie". ■



Esprit d'entreprendre : pourquoi l'inculquer aux moins de 18 ans

L'entrepreneuriat ne s'apprend plus que sur les bancs de l'université. Chefs d'entreprises et associations s'attachent de plus en plus à transmettre le goût d'entreprendre aux jeunes à partir de 10 ans. Décryptage.

Stylos à la main, ils notent scrupuleusement toutes les idées qui leur passent par la tête en espérant que, dans le lot, se trouve le concept révolutionnaire qui leur fera décrocher le premier prix.

Pendant un petit peu plus de trois heures, une vingtaine de jeunes, âgés de 10 à 18 ans, ont pu se mettre dans la peau d'un entrepreneur et simuler la création de leur propre entreprise tandis que leurs parents visitaient le Salon des Entrepreneurs, organisé à Lyon le 13 juin 2018, quelques étages plus bas.

L'objectif de cet "hackaton" : inculquer aux jeunes l'esprit d'entreprendre. Une initiative portée par l'association Graines d'Entrepreneurs, qui organisait, à cette occasion, son deuxième atelier français.

« C'est un exercice qui fonctionne très bien en dessous de quinze ans. A cet âge, les jeunes ont moins de limites. Ils sont plus créatifs et ne se soucient pas du regard des autres », précise Estelle Burget, responsable France de Graines d'Entrepreneurs. »

Brainstorming et étude de marché

Répartis par petits groupes, les jeunes doivent trouver une idée créative, faire une étude de marché sur les visiteurs du salon et pitcher leur projet devant un jury. Derrière cet exercice aux allures assez peu amusantes : beaucoup de brains-

tormings et surtout, le choix d'un enjeu qui intéresse tous les participants.

A Lyon, les jeunes devaient innover autour de deux thématiques : le handicap ou les seniors. "J'ai pensé aux personnes âgées que je connais pour penser à leurs problèmes", explique Théotime, un jeune participant. L'exercice, encadré par des coachs, formés par l'association, s'appuie sur le "Value proposition design", une méthodologie très utilisée par les entrepreneurs.

« Il s'agit de partir d'un besoin des consommateurs et d'identifier une solution innovante pour y répondre », rappelle Estelle Burget. »

L'objectif premier est de ne pas créer un gadget. L'équipe de Théotime a donc pensé à une application qui permettrait de faire des réglages sur smartphone en fonction du handicap de l'utilisateur.

"L'application pourrait aussi de mettre en relation des jeunes avec des personnes âgées qui ont du mal avec la technologie pour les aider. En retour, elles pourraient leur apprendre à coudre par exemple", propose Paul, un autre membre du groupe. Petit à petit, le projet prend forme avec l'aide de leur coach.

Tout au long de cette démarche, les enfants sont incités à s'appuyer sur leurs connaissances scolaire dans

un cadre plus ludique, moins restrictif. Tout cela pour redonner confiance aux plus timides d'entre eux et les inciter à se lancer.

Une initiative suisse

Certains projets, plus aboutis que d'autres, parviennent à voir le jour. L'association a accompagné des jeunes pour se lancer dans l'organiser un tournoi de football avec de jeunes réfugiés syriens pour favoriser leur intégration.

Une initiative soutenue par la branche suisse de l'association - cette dernière étant née là-bas après que Laurence Halifi, mère d'un enfant à haut potentiel, ait élaboré un programme pédagogique adapté avec des enseignants de HEC Lausanne et de l'école Polytechnique.

Après plusieurs expérimentations, elle se rend compte que le programme ne fonctionne pas seulement sur les enfants surdoués mais sur chacun d'entre eux et décide de lancer sa propre association qui oeuvre désormais dans de nombreuses écoles du pays.

Bien que l'objectif de Graines d'Entrepreneurs France soit, à terme, de développer sa pédagogie dans le milieu périscolaire, le programme reste pour l'instant réservée aux enfants des visiteurs du Salon des Entrepreneurs.

Pour 30% d'entre eux, il s'agit de directeurs généraux d'entreprises ou des cadres supérieurs, ce qui favorise peu l'entrepreneuriat chez les jeunes des milieux défavorisés. Mais ils ne sont pas pour autant laissés de côté. En Auvergne-Rhône-Alpes, l'association 100 000 entrepreneurs prend le relais pour les sensibiliser à cette cause.

Priorité aux quartiers défavorisés

Elle fête ses dix ans cette année et espère continuer à faire évoluer les mentalités. L'association 100 000 entrepreneurs, lancée par Philippe Hayat et le Club Horizons dans la région en 2008, commence à œuvrer alors que l'entrepreneuriat chez les jeunes était encore un sujet peu abordé.

« *"Au moment de choisir leur orientation, la moitié des jeunes disaient qu'ils voulaient travailler dans le secteur public. Notre but, c'est d'intervenir à ce moment pour leur faire rencontrer des entrepreneurs qui parlent de leur vie professionnelle, ses avantages et ses inconvénients", résume Béatrice Vianay-Galvani, déléguée générale de 100 000 entrepreneurs.* »

Plus de 600 interventions ont été organisées en Auvergne-Rhône-Alpes

sur l'année scolaire 2017/2018 dont 30% dans les quartiers défavorisés. Sous forme d'échanges ou de forums, lors desquels les jeunes rencontrent plusieurs chefs d'entreprises par petits groupes, l'association privilégie la discussion et l'échange.

La majeure partie de ces interventions a lieu dans les écoles, mais les structures en zones d'éducation prioritaire y sont parfois plus réfractaires. *"Les freins viennent des professeurs qui craignent souvent de manquer de temps pour boucler leur programme. Ils ont également peur que les intervenants n'arrivent pas à gérer les élèves"*, explique Martine Dubertrand, responsable communication et partenariats chez 100 000 entrepreneurs.

Malgré tout, l'association parvient à atteindre son objectif en fonctionnant en parallèle avec les missions locales et les établissements pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE). Grâce à son programme "la semaine de l'entrepreneuriat dans les quartiers" lancée l'an passé, elle est même en train de nouer une relation de confiance avec les établissements de ZEP qui deviennent de plus en plus demandeurs.

L'association est intervenue dans 175 établissements cette année, formant 20 124 jeunes dans la région avec un message assumé : *"tout le monde connaît des échecs, mais vous ne connaîtrez pas de réussite si vous en travaillez pas"*.

Et les retours semblent assez positifs. Sur des post-it, les élèves sont invités à noter le message qu'ils ont retenu de l'échange et souvent, ils écrivent qu'ils ont compris qu'il était possible de réussir.

Ces deux associations, Graines d'Entrepreneurs comme 100 000 entrepreneurs, sont implantées depuis peu en France. Difficile donc de constater les effets de leurs interventions à long-terme, surtout dans les quartiers prioritaires, mais elles semblent déjà se féliciter d'une première victoire : donner aux entrepreneurs le goût de transmettre. ■



Crédit : Graines d'entrepreneurs

par Margot Desmas

